

n°377 Avril 2014 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



**UN GOUVERNEMENT DE COMBAT
AU SERVICE DU MEDEF**

Tout changer pour que

Le premier tour l'avait annoncée : sur fond d'abstention croissante, la débâcle électorale pour le PS a bien été au rendez-vous du second tour des municipales. Le plus terrible, et le plus inquiétant, est sans doute que ce qui s'apparente à un séisme électorale se soit passé dans l'indifférence de la majeure partie de la population. Il en est de même pour le changement de Premier Ministre et de gouvernement. Ayrault, sitôt parti, sitôt oublié. Valls, sitôt arrivé, sitôt laminé. Le discours de politique générale du nouveau chef du gouvernement, dans le brouhaha pitoyable des députés UMP, aura conforté l'impression de cirque parlementaire loin, très loin, des préoccupations et des attentes des populations.

Sur le fond, le « *gouvernement de combat* » annoncé par François Hollande, s'est affiché sans fard aux ordres de la Commission Européennes et au service du capital et du MEDEF avec comme trilogie : baisser le coût du travail pour améliorer la compétitivité des entreprises, diminuer les dépenses publiques pour rembourser la dette publique, accélérer la réorganisation de l'organisation territoriale. Un *«gouvernement de combat», contre les salarié-e-s et les peuples* contre les salarié-e-s et les peuples, pour qui la référence à la gauche est, au plus, affaire de philanthropie. La nomination de Jouyet, l'«ami des présidents», au secrétariat général de l'Élysée après avoir été ministre de Sarkozy, confirme jusqu'à la caricature la conversion - soumission politique

de Hollande et des dirigeants sociaux-démocrates au libéralisme le plus brutal. C'est cette politique que l'autoritaire Valls est chargé de mettre en œuvre.

« *Le patronat entendu et servi* » (CGT), « *la logique d'austérité perdue* » (FO), « *la brutalité des orientations libérales de ce gouvernement* » (Solidaires), la réaction des organisations syndicales a été unanime¹ pour rappeler « *que moins de dépenses publiques, c'est au final moins de protection sociale, moins de pouvoir d'achat, moins de santé, moins d'éducation, moins de culture, moins de justice* » (FSU) et à « *appeler les salariés à ne pas se laisser faire* » (CGT).

Et c'est là, pour nous militant-e-s de la gauche de transformation sociale, que le bât blesse, tellement la mobilisation sociale est aujourd'hui atone. Après la manifestation du 12 avril, les semaines qui viennent, avec les vacances scolaires et les ponts du printemps, ne sont guère favorables à la nécessaire préparation et à la patiente centralisation de la mobilisation sociale. L'appel à une journée intersyndicale de manifestations et de grève des fonctionnaires et agents de l'Etat le 15 mai prochain constitue, deux semaines après les manifestations du 1^{er} mai, une échéance importante pour commencer à enrayer la machine austéraitre. Cœuvrer à sa réussite nous concerne tous.

JOURNÉES D'ÉTÉ 2014 DES ALTERNATIFS

A Nantes du dimanche 6 juillet fin d'après midi au mardi 7 juillet en milieu d'après-midi, dans la continuité du grand rassemblement de Notre-Dame des Landes. Un fil conducteur, l'alternative écologique. Territoires en transition, intervention des salarié.e.s pour la reconversion d'activités, réduction du temps de travail, transition énergétique... Un programme détaillé dans le prochain *Rouge&Vert*. Prenez date...



LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1018 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE, Benoît BORRITS, Raphaëlle BRANGIER, Michel BUISSON, Mathieu COLLOGHAN, Bruno DELLA SUDDA, Julien DOUILLARD, Michel DUPONT, Sylvie FILIPE DA SILVA, Jean-Louis GRIVEAU, Dominique LALANNE, Roger MARTELLI, Richard NEUVILLE, Bernard PELLEGRIN, José PI Laurent RIPART Alain VERONÈSE, Roger WINTERHALTER, Janie, Christian, Clément de Nîmes

Corrections : Daniel ROMET

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Merieux

imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG



rien ne change

Alors, « *tout changer pour que rien ne change* », selon la célèbre formule de Visconti dans son adaptation à l'écran du roman de Lampedusa, le Guépard ? Pas seulement, car il nous faut prendre en compte la mesure de l'implosion sociale actuellement à l'œuvre. C'est sans doute la signification première de l'abstention politique et de la réelle poussée électorale du Front National. Dans le Guépard, Lampedusa donnait à Tancredi cette autre formule : « *Nous fûmes les guépards, les lions ; ceux qui nous remplaceront seront les chacals et les hyènes. Et tous, guépards, chacals et moutons, nous continuerons à nous considérer comme le sel de la terre.* »



«La Lutte des classes ? Ha ha ha !»

Contre les Hollande-Tancredi et leur monde, c'est une véritable course de vitesse qui est engagée. Pour construire une alternative à gauche. Le Front de Gauche, malgré les vicissitudes des municipales, peut en être le vecteur et la campagne des européennes une opportunité. Ce n'est pas la moindre responsabilité d'Ensemble, à la construction duquel œuvrent les Alternatifs, que d'y contribuer. ■

Julien DOUILLARD

1) Sans surprise là encore, la direction de la CFDT par la voix de sa Commission exécutive considère que les orientations énoncées par Valls « *répondent aux principaux défis à relever* ». Fermer le ban !

Abstention sociale, abstention politique

Plusieurs phénomènes sont à l'œuvre

- retrait de tout investissement politique institutionnel avec la non inscription sur les listes électorales, notamment dans la jeunesse et les couches populaires.

- une double abstention, politique et sociale. Politique, celle d'une fraction de l'électorat de gauche démobilisée par la politique du gouvernement. Sociale, d'abord au sein des couches populaires et de la jeunesse, quand le retour du pareil au même se joue au fil des alternances.

Une poussée en demi-teinte du FN

La mise à niveau des scores municipaux du FN avec le résultat de la Présidentielle ne permet certes pas de parler d'une nouvelle poussée, mais l'enracinement local de ce parti est inquiétant, et dans un certain nombre de villes (Fréjus, Beziers, Henin-Baumont...) la décomposition politique aboutit à faire du FN "la" force d'alternative.

A méditer dans la perspective d'une accentuation de la crise du système politique et de la désagrégation sociale.

L'insuccès de la gauche de gauche

Dans un certain nombre de villes clés, les scores des listes du Front de Gauche, ou des alliances entre le PG et Ensemble ! ou ses composantes se rapprochent plus de ceux des extrêmes gauches en 2008 que des résultats de Mélenchon à la Présidentielle. Font exception des communes où l'héritage du PCF reste fort, mais souvent en déclin, et des alliances avec les écologistes qui ne sont pas un élargissement du Front de Gauche mais des dynamiques locales spécifiques.

Les répliques du séisme municipal vont se faire sentir dans les communes, avec l'accession au pouvoir des équipes de droite et lors du scrutin européen avec l'accentuation de la pression FN.

La séquence des élections européennes nécessitera un fort ressaisissement de la gauche de gauche, en dépassant les divisions qui ont paralysé pendant des mois le Front de Gauche. Le résultat des écologistes aux Municipales doit l'inciter à prendre en compte la nécessité de porter la colère populaire, mais aussi des propositions alternatives. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

1ER TOUR	En nombre de votes	En %
Droite	11 274 824	17,16%
Droite «parlementaire»	10 201 821	
Extrême-droite	1 073 003	
Gauche.....	8 533 126	12,98%
Gauche «parlementaire»	8 400 706	
Ext gauche	132 420	
autres	2 190 739	
2EME TOUR		
Droite.....	5 254 666	7,99 %
Droite parlementaire	4 567 296	
Extrême-droite	687 370	
Gauche	4 162 155	6,33 %
Gauche parlementaire	4 157 711	
Ext gauche	4 544	
autre.....	587 335	
Inscrits sur les listes électorales.....	38 189 667	58 %
Population française	65 700 000	100%

Trois questions à Roger Martelli

Sur un premier bilan de gauche de gauche...

Le Front de gauche a été bien sûr présent lors de ces élections municipales, mais de façon très inégale. Un bilan numérique complet est difficile à faire. Du fait des choix opérés par le PCF, les composantes du Front de gauche se sont en fait trouvées dispersées entre des listes « *d'union de la gauche* », du « *Front de gauche* », « *communistes* », du « *Parti de gauche* », voire « *divers gauche* ».

Si l'on s'en tient aux 607 communes de plus de 1000 habitants où le Front de gauche est présent, rassemblé ou au travers de certaines de ses composantes, le Front regroupe près de 11 % des exprimés, les listes d'union de la gauche 16 %, les listes socialistes et divers gauche 13,7 %, les écologistes font 2,6 % et l'extrême gauche 1 %. Le total de la gauche de gauche atteint les 12 %, tandis que la gauche tout entière est à 44,7 %.

Peut-on comparer avec 2012 ?

Difficile de généraliser.

Dans les cas des villes communistes, le résultat du Front est sans surprise très au-dessus du score Mélenchon. C'est aussi le cas d'une trentaine d'autres villes, dont beaucoup ont été naguère ou sont encore de sensibilité communiste forte, comme Saint-Dizier, Calais, Sevran, Romainville, Corbeil ou Bourges.

Mais en règle générale, dans près de 200 communes de l'échantillon, les pertes sont importantes. Elles représentent la moitié du pourcentage de 2012 dans 90 de ces communes et même des deux tiers dans une trentaine.

Notons encore que, dans l'ensemble,

le vote Front de gauche fléchit dans les grandes villes, précisément là où le vote Mélenchon avait été particulièrement dynamique, comme à Toulouse, Strasbourg, Bordeaux, Lille ou Reims.

L'analyse ne peut encore être généralisée. Je retiendrais seulement un aspect. Dans les communes de plus de 1000 habitants, les listes associées au Front de gauche ne représentaient que 9 % à peine du total des listes, contre 15 % associées au PS, 14 % à l'union de la gauche et 56 % pour les inévitables « divers gauche ».

J'en déduis que la présence et la visibilité du Front de gauche ont été insuffisantes dans cette élection.

Nous ne sommes pas sortis des effets durables de la vieille stratégie de l'union de la gauche traditionnelle, que le PCF a imposée à partir de 1965, qui a dynamisé la gauche pendant un temps et qui la « plombe » aujourd'hui.

.. et le communisme municipal ?

Le « *communisme municipal* » reste la forme principale d'ancrage communal de la gauche de gauche. Mais il est une fois de

plus fragilisé, davantage que lors des deux précédentes consultations.

Là encore, la complexité des dénominations officielles des listes rend impossible dans l'immédiat un bilan complet des 725 communes dont le maire était communiste ou apparenté en 2008.

Si l'on s'en tient aux communes de plus de 1000 habitants, le recul serait largement supérieur à 20 % de l'effectif de départ. Cela place l'ampleur du recul au niveau des chutes enregistrées par le PCF en 1989 et 1995.

En fait, derrière les chiffres, il faut voir dans le recul prononcé l'obsolescence de ce que l'on a pu parfois appeler le « *communisme municipal* », c'est-à-dire l'équilibre d'une sociabilité populaire, à base ouvrière, d'une pratique politique (la « *galaxie communiste* », autour du parti, du syndicat et des associations) et d'un type de gestion municipale, au départ innovante et largement redistributrice. Les évolutions socioéconomiques et la crise ont défait cet équilibre et le PCF, pétrifié par ses kystes mentaux, n'a pas su dégager des alternatives cohérentes.

De ce fait, le recul a été continu depuis 1983. Il est plus ou moins rapide (il s'est ralenti quelque peu en 2001 et surtout 2008, et il reprend en 2014), mais il ne s'est jamais interrompu.

Or il n'affecte pas que le PC, mais la totalité de la gauche de gauche.

Globalement, nous n'avons pas encore su trouver un mode d'action communale qui retrouve l'impulsion des premiers temps de la « *République au village* » (Troisième République) ou du « *communisme municipal* » du XXe siècle.

Or cette réinvention est fondamentale, dans un moment où se complexifient les dynamiques territoriales. Local, national et même supranational, pour le fait métropolitain, s'interpénètrent de façon nouvelle.

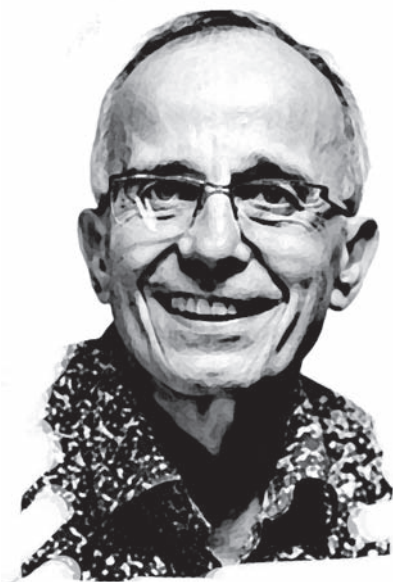
Si l'on s'engluie dans le localisme, on est prisonnier des grandes logiques qui contraignent ce cadre aujourd'hui (la mondialisation financière libérale). Mais si l'on s'en tient à un discours trop général, trop national, comme l'a fait en partie le Parti de gauche, on court aussi à l'échec.

Inventer une gauche alternative municipale ?

Je ne suis pas en état de dégager des pistes pour une gauche alternative municipale.

Je ne peux raisonner que par analogie historique.

Au fond, ce qui a fait la force du communisme municipal à l'apogée fut d'avoir réalisé une sorte de synthèse du politique et du social. Pendant quelques années, la marche en avant du groupe ouvrier (la conquête de la dignité et des statuts), le grand rêve de la « *Sociale* » (soutenu alors par le mythe soviétique) et l'expansion du communisme ont semblé faire corps. Le mouvement social et la pratique démocratique y sont trouvés



«L'interpénétration du social et du politique, de l'individu et du collectif, est à réinventer. C'est exaltant. Cela donne aussi le vertige.»

leur compte. Ces quelques décennies ont été une période d'intense politisation populaire et démocratique, quels qu'aient été les éléments très négatifs liés à la stalinisation du PCF de cette époque.

Il faudrait pouvoir retrouver quelque chose de cette dynamique. Mais en tenant compte de ce que ni la société ni le « peuple » ne sont plus ce qu'ils étaient alors. Unifier les catégories populaires, créer de l'émancipation en actes ne pourra plus se faire à l'ancienne, dans des cadres soigneusement contrôlés.

La galaxie sous dominante du « parti » n'est plus à l'ordre du jour. Le modèle syndicaliste révolutionnaire est lui-même essouffé. L'interpénétration du social et du politique, de l'individu et du collectif, est à réinventer. C'est exaltant. Cela donne aussi le vertige, d'autant plus que le temps est compté. La per-

« Pour l'instant, le ressentiment est la forme dominante d'expression du mécontentement ou de la colère or la combativité nourrit l'esprit d'émancipation ; le ressentiment, lui, nourrit la contre-révolution. »

cée du Front national et la montée de l'abstention disent que, pour l'instant, le ressentiment est la forme dominante d'expression du mécontentement ou de la colère.

Or la combativité nourrit l'esprit d'émancipation ; le ressentiment, lui, nourrit la contre-révolution. ■

Roger MARTELLI

À Rouen, une campagne au pas de course

Dès le printemps 2013 les organisations qui allaient former Ensemble!, et le Parti de Gauche, sollicitent le PCF pour constituer à Rouen une liste Front de Gauche, élargie notamment au NPA.

Le PCF tergiverse pendant des mois avant de voter, à la veille de Noël, à 77% pour la constitution d'une liste Front de Gauche, pour finalement se rallier au PS le 21 janvier.

Nous retournons vers le NPA, avec lequel des discussions avaient commencé en novembre, et qui avait fini par lancer seul sa liste. La discussion tourne court sur la question de la tête de liste et l'éventualité d'une fusion technique au 2ème tour.

Nous décidons alors de monter une liste autour d'Ensemble! et du PG, pour faire exister le FDG à Rouen pendant cette campagne, et tenter d'avoir des élu-e-s. S'engage alors une course de vitesse : trouver 55 candidat-e-s, élaborer le matériel de campagne, régler les problèmes logistiques et financiers, se mettre d'accord sur la tête de liste – c'est finalement une militante d'Ensemble!, Raphaëlle Brangier, qui est choisie, en duo avec Lionel Descamps, du PG.

Tout cela prend quelque temps et c'est seulement 3 semaines avant le 1er tour que le premier tract est diffusé. La campagne effective est brève, beaucoup trop brève, mais intensive. La mobilisation des co-listiers, qui pour la plupart



Il y avait une attente, un potentiel, nous l'avons constaté. Nous nous prenons à rêver de ce qu'aurait pu être une campagne nous associant au PCF et au NPA, et de son score.

Quel bilan tirons-nous ?

Il fallait faire cette campagne, même dans ces conditions défavorables, pour qu'Ensemble! existe, que le Front de Gauche continue d'exister malgré ses difficultés actuelles. Il y avait une attente, un potentiel, nous l'avons constaté. Nous nous prenons à rêver de ce qu'aurait pu être une campagne nous associant au PCF et au NPA, et de son score.

Mais, même dans ces conditions, nous avons eu un écho certain, de nombreux militants du PCF ont regardé notre campagne avec intérêt, regrettant souvent le choix de leurs responsables. Un groupe s'est constitué, s'est soudé, et reste mobilisé à l'issue de cette élection. Cette campagne nous met en situation de pouvoir commencer un vrai travail de terrain, de combattre l'influence grandissante du FN dans les quartiers populaires, ce que le PS est dans l'incapacité de faire aujourd'hui. ■

Raphaëlle BRANGIER,
Michel DUPONT
et Bernard PELLEGRIN

Douarnenez, un beau résultat

Au lendemain des Législatives de 2012, quelques militants et sympathisants douarnenistes du Front de Gauche avaient pris l'initiative d'appeler localement à la constitution d'un Collectif citoyen avec le souci d'élargir la base de la mobilisation dans la perspective des municipales 2014. Initiée par une assemblée de près de 70 personnes à l'automne 2012, la démarche s'est poursuivie depuis avec la mise en place de groupes de travail qui ont produit une somme importante de réflexions sur les divers aspects de la vie municipale. Au fil du temps, le Collectif s'est élargi pour toucher un réseau de 150 à 180 personnes avec un noyau dur d'une bonne soixantaine de participants réguliers.

Après la tenue en Septembre 2013 de « *Rencontres citoyennes du Pays de Douarnenez* », co-organisées par le Collectif et le Front de Gauche (le PS, EELV et l'UDB ayant refusé la proposition qui

leur avait été faite de s'associer à cette initiative), la démarche a naturellement abouti à la constitution de la liste « *Initiatives citoyennes, à gauche pour Douarnenez* » pour les élections municipales.



Terre De Gauche avance en terre limousine

Les municipales en Haute-Vienne ont connu ça et là des listes plus ou moins Front de Gauche, avec des PC dissidents ralliant le PS ou des Verts démissionnaires s'engageant dans le Front de Gauche.

Après un suspense insoutenable quant à la position du PCF, qui depuis plus de 30 ans faisait liste commune avec le PS, les municipales à Limoges allaient se présenter sous un jour inédit avec une gauche unie, et même élargi des militant-e-s écologistes ayant quitté EELV qui a préféré les plaçous à la politique... (mais aussi un FN qui se la première fois à cette élection).

Cette situation a provoqué un enthousiasme palpable auprès des militant-e-s de différentes organisations, comme des sympathisant-e-s venu-e-s d'horizons très divers (intermittent-e-s, militant-e-s associatifs, syndicalistes, non encarté-e-s...).

Les initiatives de campagne se sont multipliées et diversifiées : aux tractages et collages « habituels », des réunions publiques thématiques (TramLim et gratuité des transports, antennes relais et santé publique...), des rencontres (LGTB et soutien aux initiatives pour l'émancipation et l'égalité, confédération paysanne pour le projet ceinture maraîchère biologique, collectif « bougez-votez » pour la citoyenneté des immigré-e-s et de leurs descendant-e-s, associations diverses, véli-vélo, associations patrimoniales, etc), et même un spectacle de rue et une chanson de campagne !

Le meeting, à l'approche du premier tour, a accueilli une salle comble, éclectique, déterminée, heureuse de se retrouver enfin sous la même étiquette d'une gauche résolument écologiste, de gauche et unitaire. Forcément, le meeting a rapidement pris une tournure festive, chansons, applaudissements, slogans... on la sentait plutôt bien cette élection !

La suite, on l'a vue, en a surpris beaucoup.

Si on envisageait tou-te-s un 2e tour cette fois-ci (Rodet était largement élu au 1er tour depuis 3 mandats...), nous n'avions pas anticipé un tel gadin du PS, talonné de très près par la droite.

Cette situation, et le très bon score de *Limoges Terre de Gauche* (+ de 14%), a conduit le maire sortant à accepter toutes nos exigences pour une fusion de liste au 2e tour : une juste représentativité de nos résultats au 1er tour, indépendance totale, engagement de la ville dans l'association « urgence POLT » et reprise dans le programme du PS de notre projet gratuité des transports.

La décision de fusionner a été prise à l'issue d'un long débat avec plus de 60 militant-e-s réuni-e-s au local de campagne, par un vote largement majoritaire.

Au final, l'alliance UMP-UDI a gagné, avec un bon report des voix du FN, l'élection municipale, et les « 13 » de Terre de Gauche ne sont plus que 3... Mais ce ne sont pas 3 conseiller-ère-s municip-aux-ales du Front de Gauche que la majorité de droite va désormais devoir affronter, mais des dizaines de militant-e-s qui ont déjà commencé à s'emparer des dossiers et comptent bien faire vivre le programme de Limoges Terre de Gauche. ■

Sylvie FILIPE DA SILVA

<http://www.limogesterredegauche.fr>



Sylvie Filipe
Da Silva
en pleine
campagne

Au premier tour, 4 listes se présentaient aux suffrages des électeurs : celle du sénateur-maire UMP sortant ; une liste de droite montée par son ancien premier adjoint ayant rompu avec la majorité municipale depuis 2 ans ; une liste PS/EELV/UDB et la liste Initiatives citoyennes.

Au soir du premier tour la liste du Maire sortant enregistrait un surprenant 43,6 % et la liste Initiatives citoyennes 23,4 % alors que la Liste PS/EELV/UDB chutait à 16,5 %, à égalité parfaite avec la 2ème liste droite.

La tête de liste PS s'était prononcée par voie de presse au mois de janvier pour que la liste de gauche arrivée en second se retire sans autre forme de procès au profit de celle qui arriverait en tête (au nom du principe selon lequel « la fusion c'est la confusion »).

Refusant l'offre de discussion qui lui a été faite au soir du premier tour, la liste PS/EELV/UDB s'est donc retirée de la course sans d'ailleurs appeler très franchement à soutenir la liste Initiatives citoyennes.

Celle-ci s'est donc résolument engagée dans la campagne du second tour, fournissant un gros effort de porte à porte pour convaincre les abstentionnistes (10 % de plus qu'aux municipales précédentes).

Partant de très loin, renverser la tendance du premier tour, c'était mission impossible. Mais au final, la liste aura réussi à recueillir 41,4 % des voix des exprimés, plaçant 7 conseillers d'opposition (dont un camarade du PCF et deux membres des Alternatifs).

Restera au Collectif à tirer les enseignements de ce scrutin, en particulier la

bascule à droite de bureaux de vote jusqu'ici marqués à gauche et le fort taux d'abstention qui a touché les quartiers populaires.

Restera aussi à se projeter dans l'avenir en assurant la continuité du travail entrepris et la transition générationnelle en direction des jeunes qui se sont investis dans cette liste (une dizaine sur 33 candidats). Restera enfin à clarifier les rapports entre militant-e-s des organisations politiques et citoyen-ne-s engagé-e-s. Car de ce point de vue, notre aventure n'a pas toujours été un long fleuve tranquille, la suspicion envers les organisations politiques restant grande (même si elle n'est pas toujours légitime) chez les personnes qui veulent agir sur le terrain politique

Jean-Louis GRIVEAU

À Chambéry, l'opposition de gauche s'est construite dans les municipales

Engagés depuis 2011 dans un cadre local commun, les Alternatifs et le NPA chambériens ont proposé dès février 2013 au Front de Gauche, qui localement regroupe le PCF, le PG et Ensemble! (FASE et C&A), de mettre en place à Chambéry pour les municipales des listes d'opposition de gauche à la politique nationale et locale du PS. Après de longues tergiversations, le Front de Gauche s'est divisé : le PCF a refusé de faire liste commune avec le conseiller municipal NPA sortant, arguant de la virulence de son opposition à la politique menée par la municipalité PS-EELV-PCF, tandis que le PG et Ensemble!, constatant l'impasse des politiques libérales menées par le PS et ses alliés, ont en revanche accepté cette démarche unitaire.

Un programme s'est assez vite dessiné : retour en régie des services municipaux délégués à de grands groupes capitalistes ; développement de la gratuité en particulier dans les transports ; rejet des grands projets inutiles, dont le Lyon-Turin ferroviaire est emblématique ; retrait des caméras de vidéosurveillance etc. Une liste, dénommée « *Tout changer, rien lâcher ! Place au peuple à Chambéry !* », s'est mise en place, regroupant, bien au-delà du NPA, des Alternatifs, du PG et d'Ensemble!, des militants de tendances très diverses : libertaires, écolos en rup-

ture avec EELV, militants du PCF en désaccord avec l'orientation de leur parti, syndicalistes ulcérés par la politique du gouvernement, etc. Le conseiller municipal NPA sortant était tête de liste, mais un tourniquet tous les deux ans avait été programmé si la liste devait avoir des élus, afin que ses différentes sensibilités puissent être représentées.

La campagne a permis de créer une réelle dynamique, dont témoignait le meeting final, tenu devant 180 personnes, avec la participation de Jean-Jacques Boislaoussie et Alain Krivine. Avec 7,17 %, la liste aura finalement fait le même score que la liste PCF, qui a non seulement bénéficié de la confusion qu'elle a entretenue en s'appropriant le logo du Front de Gauche et en restant évasive sur sa stratégie de second tour, mais a aussi su profiter des réseaux clientélistes que les adjoints communistes conservent dans les quartiers.

Si malgré ses belles déclarations, le PCF a fusionné sans vergogne pour le second tour avec le PS, la liste « *Tout changer, rien lâcher ! Place au peuple à Chambéry !* » est en revanche restée fidèle à sa ligne d'indépendance et n'a pas donné de consigne de vote pour le second tour.

Au-delà de cette élection, cette liste a permis de mettre en place un cadre uni-

taire d'opposition de gauche au PS et à ses alliés, répondant aux attentes de nombreux militantEs du Front de Gauche qui aspirent à trouver une alternative à leur alliance avec le PCF, dont ils ne supportent plus les pratiques ni les errements. La liste s'est donc transformée en un collectif qui a organisé un bus pour le 12 avril et a décidé de se retrouver le 1^{er} mai derrière une banderole commune. ■

Laurent RIPART



Grenoble :

L'acte 1 de la nouvelle majorité municipale

À Grenoble, la victoire aux municipales est devenue une réalité. Avec plus de 40% des voix lors d'une quadrangulaire, la liste du Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes a remporté la mairie. Après le discours du nouveau maire Eric Piolle ci-dessous, les adjoints ont été élus; notre camarade Bernard Macret est devenu 4e adjoint aux solidarités internationales. Plus d'informations sur la liste et son programme ici www.unevillepourtous.fr

Gille Kuntz

Extraits du discours d'investiture d'Eric Piolle, nouveau maire de Grenoble 4 avril 2014

Il y a quelques jours, les Grenobloises et les Grenoblois nous ont confié la responsabilité de conduire les destinées de notre ville pour les 6 prochaines années.

[.../...] Aujourd'hui, devant vous, en ce premier conseil municipal du mandat qui s'ouvre, je tiens à dire solennellement à chacun et à chacune d'entre vous que je serai un Maire à l'écoute, un Maire qui respecte, un Maire qui rassemble par delà les clans.

je souhaite qu'on puisse travailler ensemble et se respecter. [.../...] Et que nos étiquettes ne pèsent pas à chaque instant sur les débats... Pour autant, je ne mets pas tous les groupes de cette assemblée dans la même situation, de ce point de vue. [.../...] Je le dis clairement : ce n'est pas parce que le Front National a réussi à pénétrer dans cette assemblée qu'il cesserait à nos yeux de porter un projet des idées dangereuses.

Cette façon de voir les choses et de les faire a été le fil conducteur de toute notre

campagne, elle sera le fil conducteur de tout ce mandat.

[.../...] Notre mission commune, au-delà de nos appartenances et de nos provenances, c'est de faire de notre ville une ville qui anticipe le monde qui vient, pour ne pas subir. Une ville où chacun a le sentiment d'avoir sa place et de faire partie de l'histoire. Une ville qui réconcilie innovation et citoyenneté, vitalité économique et responsabilité environnementale. Une ville, enfin, qui met l'Humain au centre.

[.../...] Ce qui fait la force de Grenoble, c'est la mobilisation permanente de ses habitants pour s'asseoir à la table, être exigeants avec les élus et pour prendre eux-mêmes leur ville en main.

Sans cesse ils bousculent les vieilles habitudes, les réflexes. Pour toujours faire mieux. Grenoble est une ville qui bouillonne, une ville qui bouge, qui innove, qui invente... C'est une chance, faisons la vivre !

A travers notre histoire, les témoignages se bousculent pour illustrer cette originalité grenobloise: de la journée des tuiles, jusqu'à la résistance du Vercors, en passant par les premières mutuelles ouvrières; du premier planning familial jusqu'au premier éco-quartier, en passant par le retour du tram...

[.../...] Je sais que je pourrai compter sur vous pour faire de notre mandat un moment exemplaire à bien des niveaux. Vous le savez, je l'ai dit et je le répète, je ne cautionnerai pas qu'un élu condamné pour corruption puisse envisager d'exercer des responsabilités dans cette assemblée. Et je sais que je serai soutenu en cela par cette assemblée.

Aucune action durable ne sera possible tant que la défiance coupera les habitants de leur mairie. Nous avons 6 ans pour retisser le lien entre les habitants et la municipalité. Sur ce sujet, je suis très clair : nous voulons prendre le temps de faire les choses bien. Nous voulons avancer au bon rythme et prendre le temps de consulter, d'écouter, de co-construire, de travailler ensemble.

Contrairement aux idées reçues, la démocratie n'est pas un luxe, ou une perte de temps. C'est la garantie d'une ville respectueuse de chacun, et qui avance dans la même direction. C'est la garantie de pouvoir agir et de pouvoir entraîner l'adhésion.[.../...] C'est la première fois dans l'histoire de notre ville que sont élus dans cette assemblée autant d'habitants passés par des réseaux citoyens et récemment entrés dans la vie publique. [.../...] Nous serons des élus au service des habitants. Voilà pourquoi je tiens autant à la relation avec les habitants, et à la confiance. Elle est ce que nous avons de plus précieux.

[.../...] Nous avons 6 ans pour recréer la confiance entre les grenoblois, les uns les autres. Nous voulons réconcilier. Nous voulons réconcilier tous les quartiers, la culture soit disant « officielle » et la culture soit disant « alternative ».

[.../...] L'école sera une priorité forte de ce mandat. Je serai un maire aux côtés des professeurs, et aux côtés des élèves. Je serai un maire qui se bat pour donner le meilleur à tous les enfants de la ville.

Nous avons 6 ans, mes chers collègues, pour travailler ensemble dans l'intérêt de Grenoble. Certes, nous avons eu des débats, et parfois des affrontements... Mais la campagne est finie, et maintenant l'essentiel doit nous rassembler : notre attachement à Grenoble et notre engagement à servir les habitants.

[.../...] Vous pouvez compter sur moi pour garantir les droits de l'opposition.

Je ne tolérerai aucune caricature et aucun abus de pouvoir, d'où qu'il vienne. Je le dis d'autant plus clairement que je suis à la tête d'une très large majorité et que je suis conscient des responsabilités que cela impose.

J'ai dit que je voulais recréer la confiance, je souhaite que dans cette assemblée, même si l'on n'est pas d'accord sur tout, on puisse travailler ensemble et se respecter.

[.../...] Je souhaite que nous puissions échanger et débattre dans les meilleures conditions. Et que nos étiquettes ne pè-

Municipales à Nîmes (et les suites)

Au premier tour, 8 listes en présence dont celle du Front de Gauche (PCF+ PG + Ensemble!) et EELV (divisée sur Nîmes, mais c'est notre liste « Vivons Nîmes Ensemble » = VNE qui a le logo).

Une campagne dynamique, avec des ateliers depuis le mois de Septembre, des journées et soirées thématiques (Ecologie, Nouvelle Gare « betterave », Occitanie, Logement...), un meeting avec P.Laurent, Mélenchon (eh oui, les 2 !), Myriam Martin, une vidéo d'Eva Joly, présentée par J.Bayou devant plus de 1000 personnes.

Notre composante, Ensemble! (Les Alternatifs, GA, et quelques non encartés), a été très active durant cette campagne (présence, programme, textes, stratégie, conférences de presse...)

Un programme élaboré collectivement, mais finalement en retrait de ce que Ensemble ! Souhaitait.

Au premier tour, VNE arrive en 4ème position, derrière le Maire UMP 37,19 %, le FN 21,78 % (un jeune inconnu), le PS conduit par la députée 14,73 % (avec comme 2ème de liste le directeur de cabinet de Valls / toujours en poste, + 1 député EELV) et VNE 12,04 %, enfin une 3ème liste « apolitique », très légèrement à gauche 9,23%. La tête de cette dernière liste : un ancien secrétaire départemental du PCF (2004). Et 43,55 % d'abstention mais près de 60% dans les quartiers populaires.

Notre liste VNE avait décidé de fusionner, un jour de négociations pour le programme et la liste entre PS et nous. Le PS rencontre la 3ème liste (très exigeante quant aux postes). Tout est prêt mardi midi.. de notre côté, mais les candidat/e/s PS/PRG et une PCF sur la liste PS dès le 1er tour se « déchirent ».

Les 2 listes du 1er tour sont au 2ème.

Le maire l'emporte avec 46,81 %(41 élus), devant le FN 24,42 %(7 élus), grande tristesse pour Nîmes, notre liste (4 élus) 14,84 % est DEVANT celle du PS 13,94 % (3 élus)

Depuis, des gens de gauche sont en colère. Dans les quartiers, certains expliquent leur vote : grandes promesses du Maire – emplois, logements. Celui-ci et son équipe ont fait une campagne de 1er tour anti mariage gay (des affichettes collées sur nos affiches) et, au 2ème tour, contre la montée du FN.

Notre liste obtient 4 élus : 2 PCF, 1 PG, 1 EELV, 4 PCF (Janie Arneguy était 5ème pour Ensemble!), Agglomération : 1 PCF, 1 PG, 1 EELV.

Nous décidons de continuer le travail de la liste et des militant.e.s. Nous serons vigilants et suivrons les travaux tant du Conseil Municipal que de l'agglomération. ■

Pour Nîmes, Janie, Christian, Clément

sent pas à chaque instant sur les débats... Pour autant, je ne mets pas tous les groupes de cette assemblée dans la même situation, de ce point de vue.

Car je souhaite aussi que nous puissions échanger dans un cadre démocratique, républicain et respectueux de certaines valeurs... éthiques, voire morales.

3 groupes ici ont montré dans le passé qu'ils partagent l'Histoire et les valeurs de la République, et se retrouvent dans les valeurs d'égalité, de liberté, et de fraternité. Je le dis clairement : ce n'est pas parce que le Front National a réussi à pénétrer dans cette assemblée qu'il cesserait à nos yeux de porter un projet et des idées qui comportent des zones d'ombre et des idées dangereuses.

Si certains voulaient l'oublier, ou ne pas en tenir compte, je serai de ceux qui rappelleront ce que portent ces idées, à chaque fois que nécessaire :

- Elles se nourrissent de la défiance là où nous voulons retisser la confiance.
- Elles cherchent à diviser les Grenoblois là où nous voulons les rassembler.
- Elles exacerbent les tensions là où nous voulons apaiser.

Je ne serai jamais de ceux qui laissent progresser la banalisation de certaines idées.

Je resterai lucide. Et je souhaite que nous le soyons tous.

Que les choses soient claires, donc...

Il n'y aura pas de procès d'intention permanent, mais pas de naïveté non plus. Il y aura, si nécessaire, un rappel à l'esprit qui doit régner dans cette maison commune ; nous sommes ici pour débattre, argumenter, et décider.

Nous sommes ici pour œuvrer pour tous les habitants.



Les fauteurs de haine qui voudraient semer la division n'y seront pas les bienvenus...

Mesdames, Messieurs, Cher collègues, à l'heure où nous siégeons, la France continue de traverser une période de doute.

Les Français ont envoyé un message fort, de défiance à l'égard du pouvoir. Notre rôle est aussi de tenir compte de cette situation. Nous devons être à la hauteur.

Les Grenoblois nous ont élus pour trouver ensemble des solutions concrètes et audacieuses, bonnes pour tout de suite et pour le long terme, et pas pour nous chamailler. Ils veulent des élus à leur service. Ils veulent des élus responsables et dignes de leur confiance.

Alors, à mon tour, je vous fais confiance, pour laisser de côté les postures et les caricatures. Je nous fais confiance pour œuvrer ensemble pour tourner Grenoble vers l'avenir.

[.../...] Mes chers collègues, Chers élus de la République, en ce début de printemps 2014, je vous propose qu'ensemble, nous écrivions une nouvelle page de la belle histoire de Grenoble !

Nous avons beaucoup parlé, ces derniers mois.

Au travail, maintenant ! ■

Face à un Front de Gauche éclaté, le PS résiste mieux qu'ailleurs La tête de liste Alternative est élue à Auch.

Le Gers présentait la particularité d'être un des rares départements où le FN ne présentait pas de listes. Pour autant, il ne semble pas que pour ses électeurs le Front de Gauche représente une alternative crédible.

Sur le département, nous avons noté une poussée de la gauche de gauche avec des listes exclusivement de non encartés. C'est le cas à Lectoure et à Mirande, face au PS dans le 1er cas, face à la droite dans le second. Dans de nombreuses communes, des élus de notre sensibilité ont émergé. Mais à Condom, 2ème ville du département, nos camarades de Condom Citoyenne, partis sur la liste du maire sortant PS ont été sèchement battus, remettant en selle un ancien député UMP, très à droite! Dans 2 petites communes, des adhérents ont été élus maires. Ces différents élus seront sans doute les fers de lance de nos propositions au sein des intercommunalités, où le pouvoir s'est progressivement installé.

Le cas du chef lieu du département, Auch (25 000 habitant.e.s), est intéressant à plus d'un titre. Si la présence d'EELV avec le maire sortant PS était dans l'ordre de leur addiction à la lutte des places (même si les discussions, à leur demande, pour faire une liste avec les Alternatifs ont occupé la première moitié de l'année 2013), le maintien du PC et d'Alternatifs élus sur une fusion de listes en 2008 était plus surprenante. La position de ces membres des Alternatifs se résumait en une phrase: le bilan du maire sortant (que notre élu ne nous a jamais produit) est positif et il va être réélu facilement. Autant dire que les chausse-trappes n'ont pas manqué pour la liste L'ALTERNATIVE, LE FRONT DE G'AUCH! qui avait à sa tête nos camarades Joelle Reynaud et José Jorge.

Composée pour un tiers d'encartés aux Alternatifs, au PG et à la

GA et pour deux tiers de syndicalistes, d'animateurs culturels, d'occitanistes et d'écologistes, elle a mené une campagne dynamique, qui lui a permis, suite à l'élection au 1er tour du Député-Maire PS, d'obtenir une élue (également communautaire) avec près de 9 % des voix. Trois autres listes se partagent les élus minoritaires.

Le rôle des militants Alternatifs, dans la période post électorale, sera de faire prendre la mayonnaise entre d'une part des militants PG et GA et Alternatifs qui ont eu un comportement respectueux de la démarche collective, et d'autre part une nouvelle génération de non encartés, souvent jeunes, très à gauche et écologistes, prête à s'investir dans une configuration qui lui laisse un espace d'intervention propre. Une association va être créée avec tous ceux qui se sont investis, fondée sur la charte qui nous a permis de coopérer pendant toute la campagne.

Il faudra aussi, dans le cadre d'Ensemble ou des Alternatifs, donner du poids à nos objectifs autogestionnaires rouges et verts (qui vont être amenés à se confronter au verticalisme du PG, même mâtiné de Gascon), tout en offrant une alternative à nos camarades du PC et des Verts qui se sentiraient à l'étroit dans la stratégie que leur imposent leurs directions. Quant aux 2 adhérents Alternatifs égarés et fiers de l'être, la porte de la sortie leur a été signalée. Ils auront le temps de réfléchir à la différence entre une approche individuelle et quasi messianique de leur action et le respect des décisions collectives. Contrairement au PS, nous ne réintégrons pas les élus qui l'ont été en jouant contre leur camp, quelles que soient leurs qualités personnelles par ailleurs. Il ne s'agit pas de question de personnes, il s'agit d'éthique politique ! ■

Les ALTERNATIFS DU GERS

P. 10 n°377

ROUGE & VERT

DECLARONS LA GUERRE

Etserons nous les coudes au lieu de jouer des coudes face à une société où tout semble aller mal : les résultats électoraux sont non seulement catastrophiques mais ils sont le signe d'un repli sur soi généralisé, de l'égoïsme affirmé avec fierté, du rejet de l'autre et de l'étranger, de ce qui est étrange,.... Les ripoux, les voleurs et les violeurs se font élire et les braves gens sont ignorés, sont traités au mieux de gentils idéalistes.

A Mulhouse par exemple. Un maire a été élu, il n'est pas plus mal qu'un autre, mais...il est «conservateur», de droite et proche de l'ultra droite : les caméras vidéos vont fleurir, les impôts toxiques vont se payer très chers, les bourgeois vont pouvoir souffler et ...les exclus et les pauvres seront oubliés (de toute manière ils ne votent pas).

Il y avait certes une liste PS, écolos et... centristes réunis (incroyable mais vrai!) et ils ont perdus car ils n'ont fait qu'ajouter de la confusion à la confusion. Il y avait aussi le Front de gauche (nous y étions) : les idées, le programme, la campagne, l'élan militant étaient présents et...Pourtant nous avons été emportés par cette vague de conservatisme, de dégoût de la politique, car nous ne représentons pas grand chose ou plutôt nous ne représentons pas un espoir de victoire. En fait, les électrices et les électeurs veulent être avec les gagnants ou à la limite prennent le risque d'être avec les grands perdants, mais...

se retrouvent rarement avec les petits.

Ailleurs j'ai l'impression que ce n'est guère mieux: on cherche des coupables, des boucs émissaires et ...on les trouve, mais le résultat est le même.

Et face à cela on se retrouve, et on discute, et on spéculé sur les résultats des prochaines élections, et...on ne fait rien, ou si peu.

Car demain on est déjà prêt à aiguiser nos lances pour repartir en vue des européennes.

Heureusement ici et là quelques lueurs d'espoir. Pour nous en Alsace c'est la liste de Jean Claude Mensch à Ungersheim (ville en transition) et la victoire à Lutterbach de la liste d'un de mes anciens adjoints Rémy Neumann. C'est pourquoi je persiste à affirmer que c'est dans les petites localités que nous avons des chances de mettre en application nos idées (cela n'enlève évidemment rien au succès de Grenoble)

Les Alternatifs avaient et ont d'ailleurs toujours des idées, des valeurs à défendre. Ils sont certes peu connus, mais pourtant commençaient à marquer l'opinion : lors du dernier forum social de Tunis j'ai été étonné du nombre de personnes qui nous interpellaient. Et voilà que nous nous amusons à vouloir changer de nom pour paraît-il nous unir avec d'autres et rentrer dans le Front de Gauche et...et ...pouvoir établir des rapports de force non pas face à nos adversaires de droite, mais figurez vous avec nos « partenaires » : le PG et le PCF : incroyable, mais hélas vrai ! Voilà à quoi nous passons notre

AU LIBERALISME !

temps et usons nos énergies. C'est la raison pour laquelle je reste persuadé qu'il ne faut pas perdre son temps à discuter, à quémander des strapontins, à vouloir être reconnu.

Car c'est aussi la raison pour laquelle justement nous ne sommes pas reconnus car nous ne signifierons bientôt plus rien ENSEMBLE avec d'autres.

Alors quoi faire ? Se lamenter, dénoncer, continuer ce cirque infernal ou alors Réagir, se révolter, DECLARER

LA GUERRE au capitalisme et au libéralisme à cette société égoïste où les êtres humains se renferment sur eux mêmes, rejettent l'autre, détruisent la nature.

Très sincèrement je pense et je propose à celles et ceux qui en ont envie de créer un Réseau, de lancer l'idée d'un LIEN entre les Alternatifs et tous ceux et celles, qu'ils soient du Front de Gauche, ou d'ailleurs (écologistes, libertaires, nouvelle donne ou même des déçus du PS et...surtout des citoyennes et des citoyens en recherche d'espoir).

On pourrait appeler cela par exemple LE LIEN DES ALTERNATIFS ou LE RESEAU DES ALTERNATIFS.

L'objectif est simple : créer un renouveau citoyen en liant constamment Réflexion et Expérimentation

Le Fonctionnement est également simple : - provoquer dans nos villes et villages des lieux d'expression sur les thèmes qui nous sont chers sous forme

de Forums citoyens en nous appuyant sur ce qui se fait et en incitant les uns et les autres.

- nous tenir au courant régulièrement à travers internet et pourquoi pas en utilisant La Banque du Rêve que nous avons lancée à Mulhouse.

- réfléchir aux moyens de communication à mettre en place ou à développer pour communiquer entre nous, avec d'autres qui nous sont proches et aussi vis à vis de l'extérieur

- nous retrouver lors des coordinations et surtout lors de l'université d'été

- organiser au moins une ou deux fois par an dans l'une ou l'autre région des rencontres, des foires à l'Autogestion pour faire le point, consolider nos actions, nous inspirer des idées des uns et des autres.

En disant tout cela j'ai conscience que je ne dis rien d'autre que ce que j'ai déjà proposé dans le passé, mais avec la différence que je suis prêt à libérer un peu plus de temps pour mettre cela en pratique. Et... et...je me dis, naïvement peut-être, laissons celles et ceux qui tiennent à poursuivre l'aventure « Ensemble » dans le cadre du Front de Gauche, mais donnons leur également l'occasion de se joindre à d'autres qui ont envie de tenter l'expérience que je viens de décrire. Ceci suppose évidemment du respect réciproque et le maintien sous une forme ou une autre des Alternatifs.

Alors si ces idées vous conviennent réagissez et on verra pour la suite. Salü binander ■

Roger WINTERHALTER

P.11 n°377

« le renouveau de la gauche » dans l'agglomération nantaise

« La poussée de l'autre gauche dans l'agglomération », « Des listes écologistes et citoyennes tendent la laine sur le dos du PS dans les communes où la gauche est majoritaire ». Le quotidien Ouest-France ne s'y est pas trompé au point que cinq listes de cette autre gauche ont pu se maintenir au second tour sur cinq communes de l'agglomération nantaise, à Saint Herblain (43 000 habitant-es-), Rezé (36 000 habitant-e-s), Bouguenais (16000 habitants), La Chapelle sur Erdre (17000 habitant-e-s) et la Montagne (6000 habitant-e-s).

A la Montagne la liste *Donnons du relief à la Montagne* rate même l'élection pour seulement 49 voix, tandis que *Bouguenais Agir Solidaires* progresse de 7% entre les deux tours pour atteindre 27%, malgré un accord PS/EELV, autour de la maire sortante PS, laissant à Françoise Verchère, animatrice du collectif des élu-e-s contre le projet de Notre Dame des Landes, militante du PG et ancienne maire de la commune, ce commentaire « *Bouguenais aurait pu être le Grenoble de l'agglomération* »... Si la direction d'EELV n'avait imposé à ses militant-e-s un accord pour sauver l'équipe sortante.

Soutenues par Ensemble ! (Alternatifs et Gauche Anticapitaliste) et le Parti de Gauche, et à Rezé et Saint Herblain par le NPA, ces listes ont d'abord été des listes citoyennes locales composées de femmes et d'hommes en rupture avec les gestions locales des municipalités dirigées par le PS et avec la politique d'austérité conduite par le gouvernement Ayrault, contrairement à Nantes où la liste Nantes à gauche *toute ! Place au Peuple !*, qui a cependant dépassé les 5% était, toujours selon Françoise Verchère, « trop assimilée aux partis ».

Et à leur discrédits et travers. Un constat que nous partageons et qui doit nous conduire à bannir des pratiques politiques déconnectées de liens directs avec les habitant-e-s, ou, plutôt, à constamment se poser l'impérieuse nécessité de concrètement tisser de tels liens solidaires. ■

Julien DOUILLARD

- Avec 7,6%, la liste *Saint Herblain à gauche toute*, obtient 1 élu. Au 1er tour, elle totalisait 10,1%.
- A Rezé, la liste *Rezé à gauche toute* obtient 3 élus avec 16,1% des voix, contre 18,1% au 1er tour.
- A la Chapelle/Erdre, une élue pour la liste *Pour une alternative écologique et citoyenne* avec 8,8% contre un peu plus de 13% au 1er tour.
- A Bouguenais, quatre élu-e-s pour *Bouguenais Agir Solidaires* avec 27,1%, forte progression par rapport au 1er tour 21,6%.
- Même constat à la Montagne 5 élu-e-s pour *Donnons du relief à la Montagne* avec 33,6% contre 31% au 1er tour.
- A noter également deux élu-e-s au 1er tour sur la liste *Autrement la Gauche à Couéron*, 14,8%, face à la liste du maire sortant PS - soutenue par les Alternatifs locaux,
- 10,1% à Vertou pour la liste *L'Humain d'abord* (un élu)
- 5,03% à Nantes pour la liste Nantes à gauche *toute ! Place au Peuple !*

Turquie :

Un pas de plus en dehors de la démocratie

Sinan Eden est membre du réseau RAGA¹. Il co-organisait la rencontre stambouliote à laquelle les Alternatifs avaient participé. Sinan était aussi fortement impliqué dans la lutte autour du parc Gezi. Il nous propose son analyse des élections municipales turques. Une vision très pessimiste. Il l'admet : si sa caractérisation de l'évolution du régime est largement partagée dans la gauche turque, elle n'apparaît pourtant pas dans les prises de positions officielles. Comme si la gauche turque redoutait de formuler ce qu'elle voit : la Turquie ne serait plus une démocratie parlementaire.

Rouge&Vert : Est-ce que les résultats des élections turques entraînent de grands changements dans le paysage politique ?

Sinan Eden : En 2011, Selda Canan² et moi commentions ainsi les résultats des élections générales en Turquie : «Erdoğan n'a laissé personne interférer dans la menée de cette campagne très personnalisée. Les candidats de l'AKP ont été invisibles et, d'Est en Ouest, du Nord au Sud, de la presse aux chaînes de télévision, ce n'était qu'Erdoğan seul qui menait la campagne de l'AKP. Ce phénomène de personnalisation va sans doute s'accroître avec la future concentration des pouvoirs que va offrir à Erdoğan les changements constitutionnels.»³

Notre prédiction s'est hélas réalisée. Il faut bien le comprendre avant de se pencher sur les résultats officiels de ces élections : elles n'ont pas eu lieu dans le cadre d'une démocratie représentative classique mais dans un pays basculant vers un régime de nature fasciste.

R&V: Parler de "fascisme", c'est peut-être un peu fort, non ?

S.E: je l'affirme pourtant : si l'on considère ce que peut être un régime fasciste dans un pays de l'OTAN sous contrôle américain (4), de nombreux éléments tendent à démontrer que la Turquie correspond à cette définition :

- L'Etat n'est plus séparé du gouvernement et le gouvernement ne peut être séparé de son leader.
- Tous les gardes fous, les éléments de

contre-pouvoir, sont abolis (y compris dans les lois et la constitution).

- Le pouvoir dirige par ordonnances au gré des événements.

- L'opposition est criminalisée.

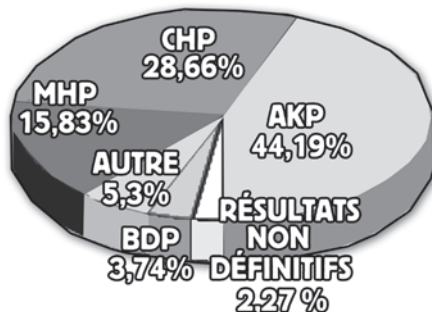
- Le premier ministre place dans la haute administration ses proches.

- Au moins 80% des médias sont contrôlés par le gouvernement⁵.

- Erdoğan téléphone directement aux chaînes de télévision pour faire modifier

la présentation de telle ou telle info. Twitter et Youtube, qui ne peuvent être directement contrôlés, ont été interdits durant la campagne électorale.

R&V: Cela ne change pas le fait que



l'AKP a gagné les élections.

S.E: Quand je parle d'analyser les résultats comme ceux d'une élection dans un état fascisant, je veux dire qu'il n'y a plus de corrélation entre les votes et les résultats officiels.

Ainsi :

- durant les dépouillements, il y a eu des coupures de courant dans 40 provinces ! Ce sont des milliers de constats de fraudes et

d'erreurs de décomptes qui remontent de tout le pays.

- il y a de nombreuses preuves de la victoire du candidat de l'opposition à Ankara alors que les résultats officiels donnent l'AKP vainqueur. La commission électorale a invalidé les procédures de plaintes et de contestations des

résultats. Voilà qui rend suspect les résultats à Istanbul et dans plusieurs autres grandes villes.

- A Agri, le parti kurde BDP a gagné avec une faible avance sur l'AKP. L'AKP a alors contesté les résultats. La commission électorale a accepté de faire recompter les bulletins. Le BDP a alors été redéclaré vainqueur. L'AKP a contesté à nouveau. La commission électorale fait recompter. BDP toujours vainqueur. AKP contestant à nouveau... 15 fois ! 15 fois l'AKP a obtenu le recomptage des bulletins avant que la commission électorale ne jette l'éponge et décide d'annuler le résultat des élections à Agri et d'organiser de nouvelles en juin !

- Erdoğan a fait un discours (apparaissant en famille sur un balcon !) pour annoncer sa victoire avant même la déclaration officielle des résultats.

Encore une fois: nous parlons d'un pays où une seule personne contrôle l'appareil d'Etat – autant que c'est théoriquement toléré dans un pays de la zone OTAN au Moyen Orient, en Europe ou en Russie.

Erdoğan est au pouvoir, non pas que la population y ait consenti, mais parce que les forces impérialistes ont tenté depuis le mouvement de Juin de lui trouver une alternative sans succès... pour l'instant.

Nous devrions intensifier la bataille pour faire tomber Erdogan. Non pas pour complaire à Washington (si ce dernier avait enfin trouvé une alternative à Erdoğan), mais pour prolonger l'impressionnante révolte initiée au parc Gezi l'été dernier.

R&V: Justement : il n'y a pas eu de débouché électoral pour le mouvement né à Gezi ?

S.E: Non, car Gezi n'est pas entrée dans le débat électoral. Mais oui, aussi, parce qu'il a fragilisé l'AKP qui a perdu son hégémonie et n'a pu s'imposer par des élections libres. Gezi a fait émerger publiquement une lecture de la question sociale en termes de lutte des classes.

L'AKP y a répondu par un discours fasciste (en lieu et place du prétendu "islamisme modéré". Quelqu'un s'en rappelle-t-il ?). C'est maintenant à notre tour de reprendre la main et de répondre.

R&V: Et sur les résultats officiels, concrètement ?

S.E: Pour bien en comprendre la validité, il faut comparer cette première carte des résultats officiels et la suivante (carte des coupures de courants qui ont eu lieu dans les bureaux de vote).

Mais j'ai aussi envie de vous montrer ces quelques photos de citoyens turcs ayant veillé durant deux jours dans les bureaux de votes victimes de coupures de courant et de "problèmes de serveurs" pour protéger les urnes de toutes modifications.

R&V: Comment expliquer que la multiplication des scandales touchant des membres du gouvernement n'ait plus affecté les résultats de l'AKP ?

S.E: Tout simplement parce que l'écrasante majorité des médias, pro AKP, ont ignoré ou minimisé les affaires. En fait l'électorat de l'AKP n'a pas eu accès à ces informations.

R&V: Que dire des résultats des listes de gauche et des Kurdes ?

S.E: Les listes de gauche n'ont pas vu leurs résultats augmenter. Les électeurs de gauche se sont plutôt tournés sur un "vote utile" pour le principal parti d'opposition, pour battre l'AKP. Sur le papier, une alliance de toutes ses sensibilités fait des résultats supérieurs à l'AKP. C'est certain. Mais les gens ne semblent pas avoir réalisé qu'on ne battait pas une organisation fascisante au pouvoir par des alliances électorales. ■

Propos recueillis par M. Colloghan

1. RAGA, Red and Green Alternative, l'Alternative Rouge Et Verte
2. de Yesil Ve Sol, RAGA Turcie
3. in Rouge&Vert N° 328, page 10
4. À noter aussi que pour cause de proximité géographique avec la Russie et l'Iran, la Turquie a eu depuis un siècle un rôle important dans le dispositif militaire des USA (dans le cadre de l'OTAN). Si Washington n'intervient plus aussi ouvertement dans la vie politique turque, son poids reste déterminant dans les décisions d'Ankara.
5. Ankara détient un sinistre record du nombre de journalistes emprisonnés



Résultats par couleur politique

- AKP : le parti au pouvoir, islamo-conservateur, nationaliste et économiquement libéral ;
- CHP : principal parti d'opposition, laïc, conservateur, nationaliste et économiquement libéral mais membre de l'Internationale Socialiste ;
- MHP : parti d'extrême droite, nationaliste et laïc.
- BDP : le parti kurde



Incidents (y compris coupures de courant) dans les bureaux de votes



Veilles citoyennes dans les bureaux de votes pour protéger la validité des scrutins

L'Union européenne et le Mercosur négocient en secret un traité de libre-échange

Une réunion technique entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur s'est tenue le 21 mars à Bruxelles dans le but d'avancer sur le cadre de négociation d'un accord de libre échange (TLC) prévoyant la levée des taxes douanières de 90 % du commerce des biens et des services. Celle-ci avait été décidée lors du sommet entre l'UE et le Brésil en février 2014 mais elle s'est conclue par un échec et notamment sur la question agricole, les chefs d'Etats sud-américains ayant refusé les propositions de l'UE. Les négociations en vue d'un TLC entre les deux blocs ont débuté en 1998 mais après avoir été gelées pendant plus d'une décennie, elles ont repris en 2010 sans

avancées notables du fait de divisions au sein du Mercosur. D'un côté, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay se montrent très volontaristes mais, de son côté, l'Argentine entend protéger son industrie.

Selon Atilio Boron, certaines clauses prévues de ce traité seraient pires que celles envisagées dans l'Accord de libre échange des Amériques (ALCA) qui avait été mis en échec en 2005 à Mar del Plata. Pour sa part, 20 ans après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), le Mexique en mesure les conséquences : très faible croissance du PIB par habitant, des taux de chômage et de pauvreté qui se sont accrus, niveau de salaire constant par rapport à 1994.

Avant cette rencontre, les mouvements sociaux argentins de l'ALBA, conscients des risques engendrés par un tel accord, se sont mobilisés et ont publié une déclaration pour faire pression sur le gouvernement de Cristina Kirchner (voir ci-dessous).

Les mouvements sociaux sud-américains sollicitent un soutien de leurs homologues européens car tous subiraient les conséquences de la conclusion d'un tel accord. Alors que la mobilisation sociale contre le traité de libre échange entre l'UE et les USA (TAFTA) se développe, il y a urgence à se solidariser avec les mouvements sociaux du Mercosur en diffusant l'information et en internationalisant les campagnes de résistance. ■

Richard NEUVILLE

Déclaration de la Coordination continentale des mouvements sociaux de l'ALBA

Avant la nouvelle réunion des équipes de négociateurs

Les mouvements populaires s'opposent au traité de libéralisation commerciale

Face au projet de marché, nous réaffirmons l'« intégration » à partir des peuples

En novembre 2005, la résistance et la mobilisation des mouvements populaires de « Notre Amérique » (Nuestra América) réussirent à enterrer l'ALCA. Les dirigeants et les peuples latino-américains repoussèrent le diktat de l'Empire consistant à nous soumettre à un espace de « libre-échange » dans les Amériques. Les conséquences ruineuses pour les secteurs populaires de ce « libre-échange » restent aujourd'hui évidentes avec la dégradation des conditions de vie des peuples dans les pays qui signèrent ces traités avec les Etats-Unis.

Huit ans après, nous voyons avec préoccupation les tentatives de recréer un nouvel ALCA avec les négociations d'un Traité de libre échange entre les pays du Mercosur et l'Union européenne qui auront lieu aujourd'hui (21 mars) lors d'une nouvelle réunion à Bruxelles. Face à cette situation, les mouvements populaires signataires ci-dessous :

Dénoncent que ces négociations se réalisent de manière secrète et confidentielle, sans information officielle sur les questions et propositions en débat, et exigent qu'elles soient publiques. L'ensemble de la population a le droit de connaître et de discuter les consé-

quences de cet accord commercial.

Exhortent également les gouvernements des pays du Mercosur et les autorités de ce bloc régional à garantir des processus de consultation avec les organisations populaires et l'ensemble de la population.

Alertent sur le fait que ce traité risque d'accroître la dépendance de l'Argentine et de la région vis-à-vis d'une intégration basée sur l'exportation de matières premières et l'importation de produits industriels européens.

En plus, le traité aura comme conséquence le démantèlement des systèmes de protection sociale et réduira les capacités d'intervention de l'Etat et publique en faveur des peuples et d'un projet de pays et de région alternatif.

Nous ne permettrons pas la promotion d'investissements européens qui cherchent à transférer dans nos pays les activités extractivistes et polluantes, dévastatrices pour les peuples et la « Terre Mère » (Madre Tierra), dans le but de contourner les régulations environnementales existantes dans leur continent. Un tel accord renforcera sûrement la subordination de l'Argentine et de la région aux diktats du CIADI* et aux organismes financiers internationaux. Nous proposons que les gouvernements du Mercosur suivent l'exemple de la République bolivarienne du Venezuela qui s'est retirée de cet organisme international en 2012, en mettant en cause sa légitimité en tant qu'arbitre « impartial » global

dans le domaine commercial.

Parce que l'intégration dont ont besoin nos peuples doit être basée sur la solidarité, la justice et la réciprocité et non dans le « libre-échange », nous invitons à renforcer ce débat et la mobilisation face à l'avancée de ce traité et des autres initiatives de libéralisation commerciale en cours.

- Information immédiate et large sur les termes des négociations en cours. Convocation à un débat public et démocratique sur les conséquences économiques, sociales, environnementales et culturelles de ces négociations.

- Solidarité avec les mouvements sociaux européens qui résistent à l'accord.

- Non au traité de libre échange entre l'Union européenne et le Mercosur ! Non à la militarisation de notre continent promue par les puissances impériales !

- Oui à l'intégration des peuples basée sur les principes d'égalité, de solidarité, de réciprocité, de complémentarité et de défense de la « Terre-Mère » ! Pour la défense de nos biens communs sociaux, naturels et de nos territoires ! Pour la défense des souverainetés populaires et de la souveraineté alimentaire des peuples de Notre Amérique ! ■

Coordination continentale des mouvements sociaux de l'ALBA – Section Argentine – Le 21 mars 2014 (Traduction RN)

* NdT : Les expressions de « Nuestra América », « integración », « Madre Tierra » correspondent à des notions bien spécifiques en Amérique latine.

Solidarité avec les travailleurs de l'hôtel Bauen

Les travailleurs de l'entreprise récupérée de l'Hôtel Bauen ont reçu un nouvel avis d'expulsion ces derniers jours. L'Hôtel Bauen est l'une des entreprises récupérées les plus emblématiques d'Argentine, avec 130 travailleurs qui le vendredi 21 Mars ont fêté leur 11 ans d'autogestion. Or, le jour même de cet anniversaire, ils ont reçu l'avis d'expulsion du juge Paula Hualde.

Cette étape est la dernière de la procédure judiciaire car tous les recours possibles sont épuisés. Les travailleurs, appuyés par les organisations et les mouvements

qui les soutiennent, appellent donc à résister à l'expulsion pour pouvoir ouvrir une instance de négociations qui conduise à une solution politique définitive en faveur du contrôle ouvrier de l'hôtel. En effet, les anciens patrons ont construit l'hôtel avec un prêt de l'Etat argentin, consenti par la dictature militaire. Ils n'en ont jamais remboursé une seule traite. L'Etat argentin doit aujourd'hui effacer cette dette et transférer la propriété de l'hôtel aux travailleurs.

Pour atteindre cet objectif, les travailleurs ont besoin du soutien et de la solidarité de tous, y compris de la solidarité internationale. Nous suggérons que les différents groupes et personnalités fassent une photo avec un texte de soutien



aux travailleurs de Bauen et qu'ils nous les envoient avec des pétitions et des lettres de soutien.

L'idée est de faire une campagne les 15 et 16 Avril car un grand festival est programmé en face de l'hôtel quelques jours plus tard, au moment où il est possible que les autorités tentent l'expulsion de l'hôtel. C'est pourquoi nous sollicitons votre aide dans cette étape décisive, non seulement pour le Bauen, mais pour toutes les luttes de l'autogestion en Argentine, parce que s'ils arrivent à en finir avec le Bauen, c'est simplement une question de temps pour qu'ils tentent de le reproduire avec d'autres entreprises récupérées.

Envoyer les photos, lettres de soutien à prensabauen@gmail.com

– Section Argentine

MERCOSUR Marché du Cône Sud, il regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay (actuellement suspendu), l'Uruguay et le Venezuela. La Bolivie a signé son adhésion en 2012 mais elle n'est pas encore ratifiée par certains pays.

ALCA (FTAA en anglais – ZLEA en français) : Zone de libre-échange des Amériques impulsée par les Etats-Unis et faisant suite à l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain). A été mis en échec en 2005 suite à la mobilisation des mouvements sociaux et le refus de certains dirigeants : Hugo Chávez, Nestor Kirchner et Lula.

ALBA (Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) : Créée en avril 2005, elle regroupe le Venezuela (pays initiateur), Cuba, la Bolivie, la Dominique, le Nicaragua, l'Equateur, Saint-Vincent et les Grenadines, Antigua et Barbuda. Le Honduras s'en est retiré en 2010 suite au putsch qui a renversé le président Manuel Zelaya.

CIADI Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Le centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements a été créé par la convention de Washington du 18 mars 1965.

L'appel à la mobilisation internationale de solidarité avec les travailleurs de Bauen les 15 et 16 avril 2014

L'hôtel Bauen est une des entreprises les plus emblématiques en Argentine récupérées par les travailleurs. Fermé par ses propriétaires suite à une manoeuvre frauduleuse qui a jeté à la rue tous les travailleurs fin 2001, le grand édifice de 20 étages situé en plein centre de Buenos Aires a été abandonné pendant plus d'une année avant qu'un groupe d'anciens travailleurs ne l'occupe le 21 mars 2003. Pendant 11 années, un processus autogestionnaire a été entrepris, permettant de créer 130 postes de travail et de valoriser pratiquement sans financement extérieur un hôtel vidé et abandonné par ses patrons. En plus, il a transformé un hôtel, qui était précédemment le symbole de la corruption du pouvoir, en un lieu de réunion et de solidarité pour les mouvements sociaux, les syndicats et les organisations de travailleurs, où se sont tenues des centaines de journées d'organisation et de débat, y compris des événements universitaires et culturels.

Mais l'hôtel Bauen n'est pas seulement un emblème de l'autogestion. Son origine est également un exemple clair de la connivence et de la corruption entre le pouvoir économique et la dictature génocidaire qui a ensanglanté l'Argentine entre 1976 et 1983. Le Bauen a été construit pour le

mondial de football de 1978 avec les crédits accordés par une banque de l'Etat (La BANADE) qui n'ont jamais été remboursés. Du fait de cette dette, l'Etat pourrait très bien récupérer la propriété de l'hôtel. Au lieu de cela, la dette des entrepreneurs n'est pas remboursée, la justice a estimé que l'entreprise Mercoteles (continuité de l'entreprise originale) est propriétaire de l'immeuble et a ordonné l'expulsion de la coopérative de travailleurs. Cette décision a été contestée par la coopérative mais les recours ont été rejetés par toutes les instances judiciaires.

Le 21 mars 2014, à l'occasion du 11e anniversaire de la récupération de l'hôtel Bauen par les travailleurs, l'ordre d'expulsion a été adressé à la coopérative. Les travailleurs et de nombreuses organisations sociales sont disposés à résister en espérant qu'une solution définitive soit trouvée, qui reconnaisse le travail et le rôle social, économique et culturel de l'entreprise autogérée et qui ne récompense pas les entrepreneurs corrompus et complices de la dictature.

Les signataires se solidarisent avec les travailleurs de Bauen et attendent une solution urgente permettant de poursuivre une expérience d'autogestionnaire qui est exemplaire dans le monde.

ACTIFS AU MOIS D'AOÛT ?

Pour l'abolition des armes nucléaires, certains passeront 3 jours à jeûner et à mener des actions dans Paris. Et ailleurs.

Inactifs aujourd'hui, radioactifs demain. Un vieux slogan. Contre les armes nucléaires, toujours d'actualité. 20.000 bombes sont en service. 2.000 en état d'alerte, délai de tir : 15 minutes. Le fameux TNP (Traité de non-prolifération) a prouvé son inefficacité. Depuis 44 ans il a été incapable « d'oeuvrer à une date rapprochée au désarmement nucléaire » (article VI). Et ceci explique la nouvelle stratégie des États non-nucléaires depuis 2013 : mettre en place un Traité d'interdiction des armes nucléaires. Comme pour les armes chimiques. Une pression que les États nucléaires, dont la France, jugent comme une « diversion ». On comprend aisément pourquoi.

Au mois d'août, une centaine de militants vont jeûner pendant 4 jours, et mener des actions « de visibilité » dans Paris. Tous les soutiens sont nécessaires. 4 jours de vacances inoubliables si on en juge par les années passées. Depuis 30 ans la Maison de Vigilance organise de tels événements*, au début avec Théodore Monod et Solange Fernex à Taverny, depuis quelques d'années sur Paris avec le Réseau Sortir du nucléaire et le collectif Armes nucléaires STOP. L'aspect international en plus, avec la venue d'Anglais et d'Allemands, tous concernés par les armes nucléaires présentes chez eux, 250 au Royaume-Uni et 200 en Europe sur les bases OTAN.

Il s'agit d'un « jeûne-action ». Finalement le jeûne libère beaucoup de temps pour les actions. Sans compter son aspect reconnu bénéfique pour la santé ! Les Anglais organisent le jeûne devant la Base de Burghfield, à 50 km de Londres, là où se mettent au point les armes nucléaires anglaises. Les Allemands le font à Büchel, près de Bonn, devant la Base de l'OTAN où sont entreposées les bombes américaines.

Un jeûne-action « provocateur » pour l'opinion publique anesthésiée par l'omerta. Il faut reconnaître que les problèmes actuels ne laissent pas de temps pour penser à l'apo-

calypse qui peut arriver par folie, par accident ... ou par erreur. Cela a failli arriver de nombreuses fois comme le montrent des archives déclassifiées récemment.

Les Anglais iront à Valduc, près de Dijon, le premier jour du jeûne-action, le 6 août. Pour être présents devant le centre du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), haut-lieu de la technologie qui fait la maintenance des armes nucléaires françaises et leur modernisation. Depuis 2010, un accord avec les Anglais va permettre de construire une nouvelle machine pour radiographier aux rayons X les explosions d'armes nucléaires. Sans leur charge au plutonium, cela s'appelle des « tirs froids », et le bon fonctionnement d'un tel tir est le vrai problème de la modernisation. Anglais et Français vont donc mettre en commun leur savoir-faire et leurs expériences, coût de la machine : 700 millions d'euros. Une collaboration totalement illégale au regard des lois internationales.

Le 9 août, ce sont des Français qui iront à Burghfield pour bloquer l'accès du centre nucléaire. Une manifestation habituelle chez nos voisins britanniques, qui a réussi pendant une douzaine d'heures en août 2013. Encore une idée de vacances originales...

Pour la sécurité du monde, mais aussi pour changer de paradigme quant aux moyens à mettre en oeuvre pour régler les conflits, l'abolition de l'arme nucléaire est un impératif de survie de l'humanité. Tous en sont conscients, mais les dirigeants du P5** préfèrent le risque nucléaire pour conserver un pouvoir de dominant. Cela permet aussi de ne pas remettre en cause le complexe militaro-industriel qui dicte ses choix et les impose.

Le jeûne-action du 6 au 9 août 2014 est une invitation incontournable. ■

Dominique LALANNE
Président de Armes nucléaires STOP

* Plus d'info sur : www.vigilancehiroshimanagasaki.com

** P5 : USA, Russie, France, Royaume-Uni et Chine
Blocage de l'accès à l'entrée du centre nucléaire de Burghfield en août 2013

De la coopérative vers

Face à la privatisation généralisée de l'économie, de nombreuses luttes opposent la construction de « biens communs ». Les récentes reprises d'entreprises par les salariés en coopérative s'inscrivent dans cette logique et, sous réserve d'une intervention politique, dessinent les traits d'une appropriation sociale basée sur la construction du commun.

Pendant une bonne partie du XXe siècle, la nationalisation était vue comme le moyen concret de mettre en œuvre l'appropriation sociale : l'État, censé représenter l'intérêt général, se substituait aux actionnaires privés pour gérer l'entreprise. Ce modèle s'est aussi bien appliqué dans les anciens pays socialistes que dans les pays occidentaux, obérant ainsi un quelconque débat sur la nature de classe de l'État. La facilité avec laquelle le néolibéralisme a été capable de privatiser des pans entiers de l'économie nous montre avec limpidité combien cette appropriation sociale était factice.

Face aux privatisations, de nombreuses luttes se sont développées pour la défense des « biens communs », notion qui fait appel à des concepts existants bien avant le capitalisme – tels que les commons anglais – et que celui-ci a dû combattre pour émerger. Ces luttes ont comme support l'accès à des ressources naturelles telles que l'eau, les terres agricoles, ou le domaine des connaissances – brevets, copyright. Ces combats nous montrent qu'il n'y a pas de bien commun par nature mais qu'un bien ne devient commun qu'à la condition expresse qu'une construction politique associant les différentes parties intéressées à sa gestion se positionne comme alternative à sa privatisation.

Les annonces de fermetures d'usines se sont multipliées depuis le début de la crise de 2008. Que ses annonces correspondent à des difficultés réelles ou à une volonté des actionnaires d'optimiser leur profit, la résultante est toujours la même : les salaires sont souvent pointés du doigt et présentés comme la raison du non-investissement des possédants. Une première attitude consiste à se plier à ces diktats et accepter la flexibilité à la baisse des salaires, ce que font les syndicats dits « réformistes ». Une autre attitude consiste à prendre acte que le capital ne veut plus investir et de s'y substituer. L'orientation politique actuelle des gouvernements européens semble interdire cette perspective. Et pourtant, la reprise d'une entreprise sous forme de SCOP constitue une réalisation microéconomique de cette substitution.

On aurait tort de sous-estimer ces quelques expériences. Elles ont un contenu fortement politique et démontrent une volonté claire de se passer du capital. Pendant des années, le mouvement ouvrier a décrié les SCOP, coopératives dans lesquelles les travailleurs sont sociétaires. On leur reprochait leur intégration au marché génératrice d'auto-exploitation, critique qui reste fondamentalement juste. Mais on oublie un phénomène que Marx analysait déjà en son temps, celui d'un début de désaliéna-

le commun

tion : le travailleur redevient maître de son travail. Ce n'est pas un hasard si, dans de nombreux cas de reprises d'entreprises ou de projets – Fralib, La Fabrique du Sud (ex-Pilpa), Vio.Me. à Thessalonique... –, les salariés remettent en question ce qu'ils faisaient auparavant et souhaitent dorénavant produire de la qualité en intégrant le paradigme écologique.

Dans une telle démarche, ces travailleurs tendent à abandonner les réflexes marchands pour préférer une concertation entre producteurs et usagers visant à planifier des rapports économiques de long terme. Il y a une volonté de construire du commun qui rentre en résonance avec les mouvements citoyens de réappropriation des services publics. Cependant, la transformation sociale ne se fera pas par une multiplication spontanée de ces expériences mais par une intervention politique résolue. D'ores et déjà trois axes complémentaires peuvent être déclinés :

- Un dépassement de la coopérative avec fonds propres vers des unités de production entièrement financées par un secteur bancaire socialisé, gérées par les travailleurs avec une orientation définies par les usagers ;

- Une appropriation sociale du secteur bancaire et financier qui permet d'exercer des choix généraux sur l'orientation de l'économie selon une délibération démocratique. Cette orientation pourra s'exercer par des enveloppes budgétaires d'investissement dont la dépense sera contrôlée par des taux d'intérêt différenciés ;

- Une socialisation des rémunérations afin que celles-ci ne soient plus intégralement dépendantes de la valeur ajoutée produite par l'entreprise. Ceci peut se faire par un mécanisme de péréquation de la valeur ajoutée permettant de garantir à chaque travailleur une partie de rémunération.

Tels pourraient être les axes d'une reformulation non étatique de l'appropriation sociale tournée vers la construction du commun. ■

Benoît BORRITS

La violence des riches

De la violence, une définition selon les Pinçon-Charlot : « *Qu'est-ce que la violence ? Pas seulement celle des coups de poing ou des coups de couteau, des agressions physiques directes, mais aussi celle qui se traduit par la pauvreté des uns et la richesse des autres. Qui permet la distribution des dividendes en même temps que les licenciements de ceux qui les ont produits.* » (p.9).

Violence structurelle, le capitalisme, mécaniquement est une valeur qui s'auto-valorise sans limites internes, la reproduction ne peut être qu'élargie. Croissance des dividendes et croissance du Pib sont indissociables. Dans cette mécanique, le triomphe de la cupidité permet à certains une jouissance cumulative qui est à déduire des capacités au bonheur des autres. L'hyper-bourgeoisie, ploutocratie globalisée, ne peut accumuler dans un monde à part. De facto, la misère des uns est l'envers de la médaille dorée. Pour illustration du cynisme éclairé des oligarques, l'affaire Seillière (p.62, 63) est édifiante.

La vie dure des salariés de Doux

« *Les employés de la société Doux vivent dans l'incertitude. Ceux de l'abattoir de Pleucadeuc, dans le Morbihan, ont subi le dépôt de bilan en mai 2012, avec 260 salariés licenciés sur les 400 du site.* » (p.29). Pourtant « *Au total c'est 2 milliards d'euros dont les contribuables européens ont fait cadeau à Doux sous forme de restitutions à l'exportation.* » (p. 27).

L'opacité des montages financiers écrase les petits et les sans grade. Du côté de chez Peugeot (PSA), le décryptage des ramifications financières nécessite de longues investigations : « *Le groupe PSA a créé sur l'île de Malte, paradis fiscal, des sous filiales, qui seraient largement plus profitables que sa production industrielle.* » (p.35). Le Grand Paris offre des opportunités de spéculations foncières non négligeables : « *En effet, la fermeture du site d'Aulnay pourrait être motivée en partie par le projet de réaliser une plus-value foncière considérable.* » (p.37).

Pour attiser une indignation aussi nécessaire qu'insuffisante, quelques pages nerveuses et colériques sur « *La fraude fiscale, un sport de classe* » (p.46 et suiv.)

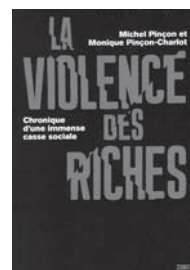
L'hypocrite diatribe du Bourget

Le président n'échappe pas à la critique : « *L'oligarchie dans la France de François Hollande* » est démasquée dans un long chapitre (p.89 à 128). Alors qu'il pérorait au Bourget dans une hypocrite diatribe fustigeant la finance internationalisée, « *son trésorier de campagne était Jean-Jacques Augier, actionnaire de deux sociétés off-shore dans les îles Caïman, paradis fiscal des caraïbes.* » (p.90). La banque Lazard, Axa, Baccarat, le dîner du siècle, les anciens de HEC,... la grosse et grasse bourgeoisie hexagonale, les émissaires de la ploutocratie sans frontières participent de l'amical réseau des (vrais) amis de François Hollande. Allez parler à ces gens là du montant des allocations logement (6,5 millions de foyers concernés) !

Ainsi « *Tout se passe comme si l'Etat ne voulait plus ou ne pouvait plus, prendre des décisions ou faire des arbitrages politiques et économiques sans que ceux-ci aient été expertisés et cautionnés par de grandes banques d'affaires privées.* » (p.117). Conséquence : émergence de la lucidité populaire, les comédies électoralistes ne font plus guère illusion. Le parti grandissant des abstentionnistes manifeste intuitivement le refus des parodies de démocratie...

Le livre des Pinçon-Charlot apporte d'utiles éclairages sur les vrais enjeux, les lieux du pouvoir réel, débusque en leurs discrètes résidences les ploutocrates cyniques et jouisseurs et leurs privilèges construits sur les ruines de l'Etat-Providence. Nonobstant, rien (ou fort peu) n'est dit, esquissé, sur les alternatives souhaitables, possibles. Indignation justifiée, colère légitime, mais rien sur un nouvel horizon d'attente. Ce n'est pas l'objet et la visée du livre ? Soit. Après (avec ?) l'indignation comme impulsion, il importe que le lecteur fasse appel à son imagination... ■

Alain VÉRONÈSE



La violence des riches

**Michel Pinçon,
Monique Pinçon-Charlot**

Editions Zones, 2013.

Adieux au capitalisme

Les coquecigrues qui encombrant les ondes médiatiques, politiques doivent être abattues en plein vol. Il est urgent de ne plus se laisser tromper pas des leurres.

De l'urgence de remettre les pieds sur terre : « *Le capitalisme, système humanicide menace l'existence même de l'espèce humaine.[...] Il est donc urgent, d'élargir le « nous » de tous ceux qui sont disposés à dire « non » au capitalisme.* »

Dés l'introduction des Adieux au capitalisme, Jérôme Baschet, pose les bases d'une critique radicale (à la racine) du productivisme mortifère. Mieux encore, il esquisse les perspectives d'un cheminement vers « *la société du bien vivre* » et « *la multiplicité des mondes* ».

Quelques repères en ce foisonnant ouvrage, dont ce rapide articulet ne vise qu'à inciter à l'entière, attentive lecture.

Tyrannies et mutations du travail

Dans la lignée d'A Gorz, de J. Holloway, du courant « *critique de la valeur* » avec M. Postone, R. Kurz, A. Jappe, ... la crise du travail est efficacement disséquée. Le capitalisme rend techniquement possible la disparition du travail, mais il l'empêche socialement parce que le travail lui est consubstantiel. En d'autres termes : « *... aujourd'hui, les innovations concernant les procédés de production vont plus vite que les innovations concernant les produits* ». (p. 35). L'idole travail est sous perfusion : « *La contradiction croissante entre la nécessité et la non nécessité du travail* » (p.161) est lourde

de menaces pour les improductifs, surnuméraires, les individus superflus...

« *Ce n'est donc pas du travail supposé pur, qu'il faut libérer de sa perversion capitaliste, c'est l'activité humaine qui demande à être débarrassée des exigences du travail.* » (p.38).

Éléments pour une estimation du temps d'activité socialement nécessaire dans une société postcapitaliste
(annexe, p.190, sqq).

« [...] l'essentiel de la production d'aliments et de biens manufacturés, ainsi que les services de base requis par la collectivité pourraient être assurés grâce à une activité également répartie entre tous ses membres et demeurant inférieure à 12 ou 16 heures par semaine (à quoi s'ajouteraient entre 10 et 12 heures vouées aux tâches de la vie collective. » *Les professionnels de la politique serait - après licenciement négocié - immédiatement redirigés vers les tâches - y compris matérielles - d'utilité collective.*

[...] au moins ma moitié de la population active est actuellement employée à produire des biens et des services qui disparaîtront de l'horizon de la société postcapitaliste. »

Bonne nouvelle, pour la préservation de la planète...

système économique. C'est une rupture avec l'ensemble de l'organisation collective, politique et sociale, ainsi qu'avec le mode de production des subjectivités propres à la société marchande. » (p.141).

Les zapatistes : une expérience rebelle

J. Baschet partage son temps entre l'EHESS et l'Universidad Autónoma de Chiapas.

C'est donc avec une expérience de terrain qu'il nous présente le cheminement politique de l'utopie concrète explorée par les amis du sous-commandant Marcos. A l'encontre du gouvernement des « experts », de la démocratie re-

présentative en perte de crédibilité, dont les postes rémunérateurs sont squattés par les professionnels de la profession, au Chiapas, « *dans chaque commune autonome, ceux qui occupent les fonctions municipales sont élus pour 2 ou 3 ans et révocables à tout moment, et conçus comme des charges (" cargos ") [...]. ne faisant l'objet d'aucune rémunération, à aucun avantage matériel.* » (p.57).

Cette dés-spécialisation de la politique est conçue comme une « *école de gouvernement* » : « *A l'inverse des effets d'une conception de la politique comme activité spécialisée, la diffusion des compétences politiques dans le corps social est tenue comme la condition d'un contrôle des autorités, permettent de prévenir les dérives de la délégation de pouvoir et de la corruption* » (p.61).

Il s'agit bien de dissiper « *l'illusion de la démocratie représentative électorale* » : « *Pour durer, un système sociopolitique doit encore maintenir quelques semblants de crédibilité et s'assurer un minimum de consentement nécessaire.* » (p.153).

En visitant les innovations radicales des zapatistes, sans négliger les adaptations culturellement nécessaires, les relocalisations bien pesées, sous nos latitudes, nous pouvons poser les bases, « *le fondement d'une lutte pour l'auto-émancipation, sans maîtres et sans guides, un autogouvernement sans spécialistes et sans Etat.* » (p.73)

Soyons impatients, nécessairement : « *Sans attendre le grand Moment révolutionnaire [...]. On peut configurer diversement les trois points d'un triangle - résister, lutter contre, construire.* » (p. 167).

Bon bouquin, publié dans la collection « *L'horizon des possibles* »...

Alain VÉRONÈSE

Jérôme Baschet est aussi l'auteur de *La Rébellion zapatiste*. Ed. Champs-Flammarion, 2005.

Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes Jérôme Baschet L'horizon des possibles. Ed. la Découverte, 2014.

Démocratie : plus fort, plus loin

Oui, l'Union Européenne est en crise et c'est le moins qu'on puisse dire. L'affirmer comme le fait le texte-référence du Front de Gauche est juste et raisonner en terme d'articulation entre rupture et refondation de l'UE, comme le fait le texte référence du Front de Gauche, dessine une véritable orientation alternative.

Y compris à gauche, la confusion la plus profonde fait rage particulièrement sur la question européenne.

C'est ce que révèle l'impact de l'idée du boycott, à la fois véritable attrape-nigauds et adossé à un texte d'appel au contenu clairement nationaliste.

Un attrape-nigauds : le boycott ne signifie rien d'autre que le grossissement de l'abstention, ce dont s'accommoderont sans état d'âme les défenseurs de l'actuelle construction européenne, dont le parfait mépris de la démocratie s'est si bien illustré après le camouflet de 2005.

Or, s'abstenir c'est leur laisser la voie libre et, dans le contexte actuel, renforcer la tendance à l'éloignement du vote et, ce faisant, de l'activité politique elle-même, quand bien même celle-ci ne saurait se réduire à l'exercice du droit de vote.

Un contenu nationaliste : pourquoi boycotter tout-à-coup ce scrutin-là et pas les autres ? C'est bien la légitimité, non pas de l'UE, mais du projet même de toute construction européenne qui en réalité -comme le montrent les convergences rouges-brunes réalisées autour de la campagne pour le boycott- s'exprime ici. Dans le texte d'appel au boycott, la critique faite au FN est un trompe l'oeil : le seul véritable reproche adressé à ce parti est... de ne pas aller plus loin dans le refus de l'UE et du système. Le silence sur tout le reste -et donc sur l'essentiel de ce que dit le FN et la nature de ce parti- est bien le signe indirect d'une étrange complaisance avec l'extrême-droite et des passerelles établies avec elle par les partisans de cet appel.

Dans une telle confusion, salutaire est la problématique fondamentale du texte-référence du Front de Gauche, qui articule rupture et refondation de l'UE : elle dessine ainsi une véritable orientation alternative à l'échelle européenne. Cette échelle est la seule qui vaille car la crise globale est multiforme, et elle est à la fois mondiale et européenne. Aucune des dimensions de cette crise ne peut trouver le moindre début de solution confinée à une échelle nationale.

Cependant, particulièrement à l'échelle européenne, cette crise ne saurait se réduire à ses dimensions économiques, sociales et financières, même si ce sont

celles-ci qui frappent d'abord et à juste titre les esprits. Y ajouter la dimension écologique est plus que jamais pertinent. Mais la dimension démocratique de la crise européenne n'est-elle pas la plus aigüe, et par conséquent celle à laquelle il est urgent et décisif d'apporter des réponses ?

Or, de ce point de vue, le texte-référence du Front de Gauche, aussi impeccable soit-il, en reste à de prudentes généralités. Sur deux points essentiels, il est nécessaire d'en dire davantage, d'aller plus fort, plus loin.

1 Un processus constituant

Avec d'autres, nous le disions déjà dans la dynamique de la campagne victorieuse du « Non » de 2005, dans lequel le « Non de gauche » avait été d'un apport décisif et majoritaire au sein de l'électorat populaire et de l'électorat de gauche -socialiste et vert compris- : remettre la construction européenne à l'endroit ne peut se limiter à la nécessaire refonte de son architecture institutionnelle, mais exige la mise en route d'un véritable processus constituant dans lequel les peuples, les citoyens et les citoyennes de l'UE décident de leur avenir commun.

La première étape de ce processus serait, à l'issue d'un véritable débat citoyen européen, l'élection d'une assemblée européenne constituante au suffrage universel direct et intégral, celui-ci étant ouvert à l'ensemble des habitant-e-s des pays-membres de l'UE, y compris les étranger-e-s extra-communautaires et à partir de l'âge de 16 ans.

La seconde étape serait l'élaboration par une telle assemblée d'un projet de constitution, dont le texte serait limité à l'organisation des pouvoirs respectifs des institutions européennes, à leur articulation avec les institutions des Etats-membres et, en ce qui concerne les institutions européennes, au rôle respectif des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Enfin, la troisième et dernière étape de ce processus serait la ratification d'un tel projet par l'organisation d'un référendum européen le même jour dans tous les Etats-membres.

2 L'invention d'une démocratie active

Il est certes indispensable de réhabiliter les prérogatives des assemblées élues à l'échelle de chaque Etat, donc les parlements nationaux, et de les associer

aux prérogatives elles-même élargies du parlement européen. Mais pour deux raisons au moins, est-ce l'essentiel ?

D'abord, les modes de scrutin de ces parlements n'ont rien de démocratique, et nous sommes bien placés en France pour le savoir : pas de proportionnelle, ce qui est rédhibitoire puisque cela renforce la bipolarisation ou la tripolarisation, au détriment notamment de la gauche radicale.

Ensuite, faut-il le rappeler, le corps électoral « national » exclut les résident-e-s étranger-e-s et, de ce fait, une partie du monde du travail -et donc de celles et ceux qui produisent les richesses et qui sont un élément-clé du bloc social du changement de société-

Le suffrage réellement universel reste à conquérir !

Voilà pourquoi l'essentiel est ailleurs, dans « *les outils d'intervention des peuples dans les décisions européennes à tous les stades* » évoqués avec raison par le texte-référence du Front de Gauche.

C'est bien l'invention d'une démocratie active qui est la tâche urgente et qui, complémentaire d'une refonte de l'architecture institutionnelle, et au-delà du processus constituant, peut constituer un premier élément de réponse à la crise démocratique européenne.

L'existence dans chaque entité territoriale locale des pays-membres de l'UE de forums citoyens ouverts à toutes et tous, articulés en réseaux, doit permettre de prendre à bras-le-corps l'ensemble des questions traitées dans les parlements nationaux et européen, et d'associer directement les citoyens et les citoyennes aux décisions qui les concernent dans tous les domaines. Si le contexte est très différent, la logique est cependant, parce qu'elle est universelle, la même que celle qu'ont tenté de mettre en oeuvre depuis plus d'une décennie les peuples de l'Amérique afro-latino-indienne à travers les diverses expériences de démocratie active, de budget participatif et de participation populaire.

Nous ne pensons pas que la démocratie active et l'autogestion puissent être octroyées par le haut et décidées par des institutions.

Mais n'est-ce pas cette logique politique qui devrait être la priorité stratégique et programmatique d'une authentique gauche alternative en Europe ? ■

Bruno DELLA SUDDA

Démocratie, transition écologique et aménagement

Pour la construction d'un projet politique qui allierait transformation démocratique, transition écologique et aménagement pour tendre à l'égalité des territoires Contribution critique à propos du texte Europe du Front de Gauche

1. Un texte qui place la résistance à la mise en œuvre des dogmes libéraux (concurrence libre et non faussée, libre échange) comme préalable au changement et ne voit pas la cohérence du développement de l'Europe dite libérale.

1.1. Le passage du libre échange à la concurrence libre et non faussée (approfondissement des règles libérales) est parallèle à l'extension de l'Europe. L'agrégation de pays aux économies moins fortes a permis d'établir au sein même de l'Europe des différences de développement rendant possible un redéploiement du capital (localisé en Europe). Parallèlement, des traités avec les pays du Sud ont complété ce dispositif en favorisant de manière complémentaire le redéploiement du capital (localisé en Europe) dans ces pays. Que ce soit à l'intérieur de l'Europe ou dans les pays du Sud, ce redéploiement s'appuie sur la dépossession¹ (sur la dépossession voir David. Harvey²)

1.2. La baisse du taux de profit liée à la raréfaction des ressources impacte la rentabilité de l'investissement, en baisse du fait de la hausse endogène de la composition organique du capital³ depuis le milieu des années 1980 (Patrick Castex⁴).

1.3. Dès lors pour faire face à la suraccumulation⁵ inhérente à la logique du capital, ses gestionnaires (qui comprennent une partie des responsables politiques) facilitent son redéploiement. Le développement des inégalités territoriales est la forme de cette facilitation.

C'est ce que suggèrent les corrélations apparentes entre les étapes de développement de l'Europe et les chocs pétroliers :

- 1950 Déclaration Schuman
- 1951 CECA 6 états européens : le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la RFA et la France
- 1954 Extension de la CECA 7 États les 6 + Grande Bretagne
- 1957 Communauté économique européenne et Euratom - CEEA (traité de Rome) 6 États: Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays Bas
- 1973 Premier choc pétrolier
- 1973 Extension à une partie des États composant l'Association Européenne de libre échange 9 États, les 6 précédents, le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni
- 1979 Second choc pétrolier
- 1981 Adhésion de la Grèce 10 États, les neuf précédents et la Grèce
- 1985 Sortie du Groenland de la SECA et de l'Euratom Le Groenland devient pays et territoire
- 1986 Adhésion de l'Espagne et du Portugal 12 États
- 1986 Acte unique européen

- 1990 Extension à l'Est de l'Allemagne
- 1993 Communauté Européenne - Union politique qui prévoit la création d'une union économique et monétaire (Traité de Maastricht)
- 1995 Intégration de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède 15 États
- 1999 Troisième choc pétrolier. Forte croissance de la demande d'énergie
- 1999 Le traité d'Amsterdam confirme le traité de Maastricht et inclut explicitement le développement durable et instaure la coopération renforcée
- 1999 Union économique et monétaire (Zone Euro) 18 États
- 2003 Modification des règles de coopération renforcée (Traité de Nice)
- 2004 Extension de la communauté Européenne à 10 nouveaux États Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie 25 États
- 2007 Intégration de la Bulgarie et de la Roumanie 27 États 2009 Union Européenne (Traité de Lisbonne)
- 2013 Intégration de la Croatie 28 États

1.4. Ces développements territoriaux sont accompagnés du développement des métropoles qui sont elles aussi une des formes du redéploiement et de la dépossession.

1.5. La logique de la dépossession, complémentaire du redéploiement, se heurte elle-aussi aux limites de la planète et finalement, la seule issue possible est une transition écologique (et sociale) rendue possible par une extension de la démocratie (vers l'autogestion).

2. Les éléments qui précèdent ne constituent pas une démonstration. Il ne s'agit que * de désigner des corrélations, * de montrer qu'une autre problématique non entachée d'économisme est possible, * qu'il manque tout autant une approche de géographie sociale qu'une approche écologique, * et qu'un autre projet politique reste à construire qui allierait transformation démocratique, transition écologique, laquelle comprend la transformation du mode de production et l'aménagement pour tendre à l'égalité des territoires.

3 Au lieu de cela le texte s'enferme dans un découpage « Désobéir et rompre » puis « Refonder l'Europe » qui ne remet pas en cause les politiques

de relance, lesquelles ne sont que sauvetages du capitalisme et enfoncent encore plus l'Europe dans un cercle vicieux. ■

Pierre SALMERON

(1) La dépossession concerne les biens communs (privatisations portant sur l'eau, les terres, non respect des droits d'auteurs, brevets sur le vivant...) mais aussi les biens privés (par le biais de faillites ou d'expropriations)

(2) Géographie et capital, en particulier la partie 3
(3) Rapport entre la part du capital constant et celle du capital variable (4) Baisse des taux de profit et d'intérêt en France in Revue de la Régulation : une approche empirique de la théorie de la crise.

(5) La suraccumulation est la production de capital accumulé qui ne trouve pas à se réinvestir. Si la suraccumulation devient structurelle et traduit la baisse tendancielle du taux de profit, les politiques de relance n'ont pas d'efficacité.

L'Europe, de fortes

Réunissant 28 pays aux histoires anciennes, récentes et très récentes (notamment en fonction des dates d'adhésion) très diverses, l'UE ne peut que cumuler de nombreuses inégalités entre pays, en plus des disparités internes de niveau variable. Ces inégalités sont aussi à interroger dans leur niveau et leur évolution au regard des orientations de la politique européenne, de la crise et de son traitement.

1. Quelques inégalités macro-économiques ou autres (voir le tableau en fin)

Le PIB par habitant et le niveau de consommation varient bien au-delà du simple au double (Luxembourg non compris) au sein de l'UE. A noter aussi, au-delà de ces écarts, la baisse entre 2005 et 2012, de l'indice du PIB pour le Sud (Grèce surtout) et la hausse de celui de certains pays d'Europe centrale (Hongrie exceptée). Les écarts des taux de pauvreté et des inégalités de revenu, déjà relativement forts avant les effets de la crise, ont dû s'accroître. En matière de salaire minimum, les écarts sont particulièrement forts parmi les 20/27 qui en sont dotés (7 n'en ont pas), les niveaux variant de 123 à 1642 € en valeur mensuelle brute et de 240 à 1642 € après correction des écarts du coût de la vie.

Les taux de chômage explosent dans les 4 pays du sud; Il faudrait aussi connaître les montants des indemnités, la situation des immigrés avec et sans papiers, sans oublier ceux qui n'ont pas pu arriver jusqu'à l'Europe, la situation des salariés en détachement, celle des Roms, les disparités F/H, ...

Les situations de l'agriculture sont également très différentes, par exemple en terme de part dans le PIB et surtout dans l'emploi (données 2007) : d'infime en Suède et au RU avec 0,3 % du PIB, cette part du PIB atteint 5 % en Roumanie, environ 4 % en Pologne pour 1,2 % pour l'ensemble de l'UE. Les écarts dans l'emploi sont fortement amplifiés (en % dans l'emploi total) : Roumanie 70, Grèce 30, Bulgarie 21, Pologne 19, Portugal 15, la plupart des pays ayant moins de 5 (France 3). Il en résulte de fortes différences de taille des exploitations et de revenu par personne, entre anciens membres et nouveaux, entre nord et sud. Les effets de la Politique Agricole Commune (PAC) sont également très contrastés, selon les pays et les régions, les producteurs des zones céréalières étant les plus favorisés, à la fois par la taille de leurs exploitations et par les soutiens (paiements directs sur base historique). Il s'agit en particulier d'éviter la disparition des paysannes d'Europe centrale.

2 Eléments de lecture politique et de propositions

Un premier niveau de lecture, consiste à noter que cette situation marquée par de grandes disparités entre pays et au sein de certains d'entre eux, dans un ensemble régional organisé en marché unique et pour 18 pays en zone de monnaie unique, bénéficie

L'échec de 60 ans de construction européenne

Un démarrage bourré de bonnes intentions

La construction européenne commence avec la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) ayant pour but d'assurer un approvisionnement suffisant des pays européens par la libre circulation de ces produits de base, tout en évitant la concurrence entre états par une politique dirigiste et protectionniste, qui va ensuite permettre de gérer l'attrition de ces industries dans les années 60 et 70.

Très rapidement a suivi le Traité de Rome (1957) se donnant pour objectif la suppression des barrières douanières. Si la libre circulation est belle et bien inscrite dans le traité,

ce dernier ne remet pas en cause le régime juridique des entreprises, chaque état restant libre d'imposer des monopoles publics.

Il s'agissait là de réaliser une union douanière entre six économies assez proches et/ou complémentaires, qui a entraîné une nouvelle division du travail et le renforcement de groupes industriels capitalistes à l'échelle du nouveau marché. Le traité n'instaurait cependant pas une zone de libre concurrence, la communauté à six menant à côté de la sidérurgie et du charbon, ou se proposant de mener, des politiques sectorielles actives relevant du dirigisme technocratique plutôt que du libéralisme échevelé. La Politique agricole commune (PAC),

et en mode plus modeste la conquête spatiale et l'éducation, ont connu une existence réelle, tandis que d'autres secteurs n'ont existé que de façon éphémère ou velléitaire (Énergie atomique, Europe sociale etc.)

Une évolution libérale

Du Marché Commun au Marché Unique, la construction européenne a connu une évolution vers un libéralisme généralisé, supprimant les politiques sectorielles, alignant la politique agricole sur les marchés mondiaux, limitant les budgets communautaires et remplaçant l'ensemble par un marché de concurrence soit-disant pure et parfaite, encadré par une réglementation pointilleuse et tatillonne. Cette évolution s'est faite sous la pression de la vague néo-libérale mondiale et des grands groupes européens à l'occasion des différents élargissements.

Si les six pays d'origine avaient une volonté de monter des politiques industrielles communes, les trois vagues d'adhésions nouvelles répondaient à des aspirations différentes :

- Pour le Royaume Uni, l'Irlande et le Danemark, il s'agissait d'ouvrir de nouveaux marchés à leurs entreprises.

- Pour les pays méditerranéens sortant de la dictature, il s'agissait d'une volonté politique de conforter une démocratie naissante.

- Pour les pays d'Europe centrale, il s'agissait de se raccrocher politiquement et économiquement aux démocraties de l'ouest et de s'autonomiser vis à vis de la Russie.

Ont ainsi été réunis des pays à niveau de vie très différents, des économies à structures et productivité hétérogènes, mettant en cause la cohérence de l'ensemble. Face à ce défi, le Marché

Commun a commencé par augmenter les budgets consacrés aux politiques régionales, ce qui a permis aux pays du sud de se raccrocher aux wagons du nord et à leur niveau de vie, mais aussi de créer une nouvelle division du travail à l'échelle continentale.

L'Allemagne, le Royaume Uni et la France refusant toute augmentation des budgets communautaires lors de l'entrée des pays d'Europe Centrale, aux besoins pourtant plus importants, la troisième vague n'a abouti qu'à la mise en concurrence des économies et des travailleurs à l'échelle du continent,

Une logique exterminatrice L'évolution néo-libérale s'est fondée sur une logique au service des grands groupes à la recherche de nouveaux marchés.

Elle part de l'idée inscrite dans le Traité de Rome, qu'aucune entreprise, aucune marchandise ne doit être discriminée selon le pays d'origine. En 1993, l'Acte Unique signé 7 ans plus tôt, étendra cette doctrine aux investissements. Désormais, toute entreprise européenne peut s'installer n'importe où en Europe.

Cette conception se heurte bien évidemment à l'existence de monopoles nationaux qui, sous couvert de protection du consommateur, seront combattus et démantelés lentement et progressivement.

Quand dans tel ou tel pays, telle activité (par exemple la fourniture d'eau potable, les retraites, les obsèques ...) est assurée par un secteur public souvent monopolistique, alors que dans tel ou tel autre elle peut être assurée par le secteur privé, comment assurer aux entreprises de ce dernier pays leur implantation dans le premier et l'accès à son marchés ?

Sus aux monopoles, mais Traité de Rome oblige,

inégalités à combler

aux forces dominantes (pays et firmes) en termes de commerce et d'investissement. Ce qui s'est passé dans la période d'adhésion de l'Espagne avec les investissements de pays du nord dans l'agriculture de ce pays (le cas du maraîchage étant le plus connu), puis en Grèce, se reproduit maintenant, notamment en matière d'accapement de terres en Europe centrale. Les conséquences de cet état des choses déjà graves en période «normale» sont, comme actuellement, amplifiées en période de crise.

Un second niveau de lecture consiste à s'interroger sur la façon dont cette base du fonctionnement économique et social de l'UE, est corrigée ou amplifiée par les politiques de l'Union et par les politiques nationales, qu'elles soient ou non menées en cohérence avec celle-ci. Par exemple, parmi les fonds structurels, le FEDER (fonds européen de développement régional), en favorisant le renforcement des infrastructures routières, a stimulé certains types d'investissements privés en lien avec le commerce à grande distance pour les produits agricoles, cela au détriment du renforcement des systèmes alimentaires locaux. La PAC a des effets similaires en favorisant la concentration des terres, la céréalisation, l'élevage industriel, le développement des flux d'achat et de

vente aux entreprises d'amont et d'aval. Seule la politique en faveur des zones de montagne peut être considérée comme réellement corrective.

A partir de là, toute proposition de rupture et de refondation doit s'attaquer aux sources et aux conséquences de ces disparités, mais sans les oublier. Par exemple, le mot d'ordre d'harmonisation des codes du travail «par le haut» (extension des règles les plus favorables), pour être mobilisateur, n'est pas très réaliste. La traduction en «vers le haut» peut paraître plus favorable et opérationnelle si elle est intégrée dans une politique économique et sociale visant réellement la réduction de l'ensemble des disparités, avec par exemple : la création d'un smic sur la base d'un revenu médian, la constitution d'un socle commun de régulation sociale, combinant les avantages des différents systèmes ...L'enjeu est de parvenir à une Europe, dans l'ensemble commercial à 28, comme dans la partie monétaire à 18, où les disparités ne soient plus source d'avantages pour les forts au détriment des faibles, dans une Union réellement démocratique, solidaire, sociale et écologique. ■

Michel BUISSON

Pays	PIB/h (pour UE = 100)	Niveau de conso/h (UE = 100)	Taux de pauvreté (2008) en %	Inégalités de revenu (Indice de Gini 2007)	Salaire minimum (2008)	Taux de chômage (Déc.2013)
	2005	2012				
Zone €	109	108		21 (UE) ^a	UE = 0,3	11,9
Irlande	144	129	102	16	0,31	1 462
Pays-Bas	131	128	116	11		1 382
Danemark	124	126	114	12	0,25	(pas)
Allemagne	116	123	117	15	0,30	(pas)
Ru	114	106	121	19	0,33	1 010
France	110	109	113	13	0,26	1 321
Italie	105	101	102	19	0,29	(pas)
Espagne	102	96	95	20	0,32	1 28
Grèce	91	75	101	20	0,31	681
Portugal	80	76	84	18	0,37	525
Hongrie	63	67	60			270
Pologne	51	62	66	17		281
Roumanie	35	60	45	23		153

Bruxelles n'interdit pas les entreprises publiques.

L'attaque se fait alors par la bande. On argue, à juste raison, que le secteur public bénéficiant d'avantages objectifs (accès facilité au crédit etc.) et échappant aux règles de la gestion commerciale, les entreprises privées du second pays sont pénalisées dans leur volonté d'accéder au marché du premier. Le secteur de l'économie sociale et solidaire subit les mêmes critiques de par les avantages dont il peut bénéficier.

D'où des politiques visant à mettre les entreprises publiques, au format du privé ce qui suppose un certain nombre de contraintes : application d'un statut de société commerciale (La Poste, France Télécom), séparation des activités relevant d'un service d'intérêt général des activités commerciales (activités de prévoyance, de fourniture de soins et d'assurance assurée par les mutuelles santé – gestion des réseaux etc.) ; constitution de provisions pour le paiement des retraites (EDF, SNCF); appel d'offre pour les services publics concédés ; etc.

La mise en place de la monnaie unique n'a fait qu'exacerber les effets dévastateurs de cette mise en concurrence, accélérant et aggravant les restructurations, les spécialisations et les inégalités territoriales, empêchant tout alignement des salaires et conditions de travail vers le haut.

Refonder une Europe des peuples Face à cette mise en concurrence des travailleurs et des territoires, nous devons revendiquer une autre logique et refonder une Europe des peuples en :

- réduisant les inégalités par des politiques régionales et sectorielles visant à bâtir les infrastructures matérielles et intellectuelles nécessaires à la solidarité des peuples d'Europe, à protéger et coordonner les services d'intérêt commun (services publics), à maîtriser les spécialisations, les restructurations et la reconversion écologique
- harmonisant les conditions sociales et la fiscalité
- rénovant les règles de fonctionnement de l'Euro
- instaurant une gestion économique et monétaire démocratique

Mais cela nécessite de revoir également le fonctionnement technocratique de l'Union. ■

José PI

Faut-il sortir de l'Euro ?

Depuis la création de l'Euro en 2002, la sortie de l'Euro ne suscitait plus de réaction hors les milieux souverainistes, et une partie de l'extrême gauche entêtée.

Avec la crise des dettes en Europe le débat revient, et la sortie de l'euro serait la panacée qui devrait libérer les peuples de la crise qu'on leur fait payer par une austerité draconienne. A l'extrême droite, le retour au Franc sert de référence, tandis que la gauche radicale est divisée. D'un côté des économistes européens derrière Michel Husson publient un manifeste appelant, dans le cadre de l'Euro à « une stratégie de rupture et d'extension unilatérale » visant à transformer radicalement l'Euro et l'Union européenne, tout en reconnaissant que, face à l'opposition de l'Union et en particulier celle du gouvernement allemand, la « sortie de l'euro ne doit pas être exclue a priori des options possibles. » Frédéric Lordon et plus radicalement Jacques Sapir de leur côté, ne croient pas au succès d'une telle stratégie et proposent une sortie de l'Euro sans toutefois revenir purement et simplement aux monnaies nationales.

1 L'objectif d'une sortie de l'Euro est double :

Reconquérir le pouvoir monétaire actuellement exercé par le système financier (BCE et banques) pour le mettre au service des intérêts économiques de leur pays afin de résoudre les crises de leur dette et pratiquer une politique de relance budgétaire (déficits) et monétaire.

Ce genre de politique n'est cependant pas sans effets néfastes.

- Toute dévaluation est facteur d'inflation, le coût des produits importés (notamment le pétrole) exprimé en \$ augmentant automatiquement. La dette exprimée en euros est elle aussi augmentée. Cela se termine le plus souvent, surtout dans un pays en crise, par des politiques de rigueur budgétaire et de déflation salariale retombant sur les travailleurs.
- Elle susciterait sans doute une réaction et une guerre des changes généralisée, chaque état tentant de résoudre ses problèmes au détriment du voisin.
- La (les) monnaie(s) nationale(s) subirai(en)t alors de plein fouet la spéculation et il faudrait vivre avec des taux d'intérêt en hausse.

La lutte des classes prendrait ainsi un nouveau tournant, les travailleurs, les entreprises, les rentiers cherchant chacun pour soi à se protéger de l'inflation, et déboucherait sur une autre crise, difficile à affronter, et à l'issue incertaine. Car une économie façonnée par 11 ans d'Euro devra se reconstruire sur un autre modèle en déployant des politiques industrielles et de conversion écologique (notamment en matière d'économies d'énergie) volontaristes, en investissant massivement dans les équipements et services collectifs permettant de recouvrer durablement une compétitivité fondée sur la qualité.

Cela ne pourra se faire sans un affrontement avec l'Union Européenne car les règles libérales continueront à s'appliquer.

La véritable question est donc la refondation de l'Union Européenne.

2 Quelle possibilité de transformer le système

Pour qui la volonté existe les atouts ne manquent pas. Car la sortie d'un ou de plusieurs pays, ne serait pas

sans conséquence sur les politiques intérieures de tous les états membres et sur l'équilibre européen :

* En bouleversant l'édifice, elle obligerait toutes les économies partenaires à s'adapter au travers de crises sociales plus ou moins fortes.

* Le fonctionnement de l'Union Européenne en serait modifié (sur un mode technocratique ou intergouvernemental, mais certainement pas démocratique).

* L'Europe pourrait se trouver (momentanément ?) affaiblie sur la scène internationale et moins attrayante pour les candidats à l'adhésion

Cette perspective pourrait pousser les autres états membres à la négociation et être favorables au changement du fonctionnement de la zone Euro et de l'Union Européenne. La sortie de l'Euro pourrait ainsi fonctionner comme épouvantail, une menace plus efficace si elle est brandie par des pays importants comme l'Espagne, l'Italie ou la France plutôt que par Chypre, Malte ou la Slovaquie.

L'on doit pouvoir aussi en profiter, quitte à jouer de la chaise vide, pour impulser des mesures unilatérales en contradiction avec les traités et directives européens. Il faudra pour cela s'appuyer sur un soutien populaire et sur le mouvement social et tenter d'acquiescer une position de force en Europe en privilégiant les réformes les plus susceptibles de s'étendre et de trouver quelque écho auprès des autres peuples de l'Union et de leurs gouvernements.

En cas d'échec de cette stratégie, il faudrait alors se poser la question de bâtir un autre système monétaire pour l'Europe, ce qui ne signifie pas le retour pur et simple aux monnaies nationales. Il peut s'agir simplement de faire de l'Euro la monnaie commune (utilisée pour le seul commerce extérieur), dans le cadre d'une nouvelle zone monétaire peut-être limitée mais plus homogène et aux visions communes.

Quoiqu'il en soit il faudrait :

- Négocier les conditions de cette transformation pour amortir le choc.
- Mettre en place les politiques industrielles alternatives volontaristes évoquées en 2.1
- Renégocier la dette.

Cela ne supprimerait pas pour autant les contraintes d'une politique de « concurrence libre et non faussée ».

La question se posera alors de transformer l'Union ou d'en sortir, de promouvoir une autre Europe pour une autre politique, de dessiner un système alternatif à l'Union actuelle, de définir les conditions politiques d'une transition vers cette autre Europe et la forme qu'elle pourrait prendre.

« Les alternatives progressistes à cette crise passent par une profonde refondation de l'Europe : la coopération est nécessaire au niveau européen mais aussi international pour la restructuration de l'industrie, la soutenabilité écologique et le développement de l'emploi. » (Manifeste d'économistes européens autour de Michel Husson)

La monnaie n'est que l'outil d'une politique. Il faut définir cette politique et s'en donner les moyens. Il sera alors possible de réfléchir au système monétaire que nous voulons en Europe : Monnaie unique, monnaie commune, Serpent Monétaire Européen ou mélange des trois. ■

JP

La dérive libérale de l'UE vue à travers les négociations sur le projet de traité avec les USA

Le projet vise l'établissement d'un grand marché transatlantique (GMT, ou TAFTA ou TTIP). Comme le dit le texte du Front de Gauche «il faut refuser le GMT». Il s'agit ici en complément, d'analyser les stratégies à la base de ce projet, notamment celle de l'Union Européenne qui veut ainsi pousser au maximum envisageable le libéralisme en matière de commerce et d'investissement. Il s'agit aussi de préciser les conséquences de ce projet pour faciliter le débat, électoral entre autres, et la mobilisation. La stratégie de l'UE peut se résumer ainsi : ne pas se laisser distancer par les USA, qui en parallèle et avec le traité avec l'Asie Pacifique (14 pays), plus avancé, veulent se remettre au centre et contrer la Chine, contrer les émergents et les tendances à relocalisation, en profitant de l'échec du multilatéralisme à l'OMC, échec auquel ils ont contribué. Avec des nuances (quelques réticences en Europe du côté de la culture et de l'agroalimentaire), il s'agit d'une stratégie impulsée par le business (les sociétés transnationales, STN) qui sont à l'initiative et forces dominantes dans les négociations. Les USA et l'UE convergent pour ce grand marché représentant 30 % du commerce mondial, 50 % du PIB, 820 millions d'habitants les plus riches de la planète. Sous couvert du mantra libéral, «favoriser les échanges améliore la situation de

tous», il s'agit de favoriser les plus forts et la compétition, avec de nouvelles règles taillées pour et par eux, leur caractère de nouveauté ajoutant à leur avantage car ils seront les mieux placés pour les valoriser. Si ce projet aboutit ce sera la victoire du modèle productiviste et libéral pour les deux ensembles USA et UE, qui aura encore plus de facilité à s'imposer à l'ensemble du monde. On se demande bien pourquoi la Commission a emboîté le pas et encore plus pourquoi la France joue le bon élève, comme François Hollande lors de son voyage. On comprend mal, alors que les négociations sont le plus possible tenues secrètes, comment l'Europe va pouvoir faire reculer les USA. Seules une nette opposition antilibérale dans le futur parlement et une forte mobilisation citoyenne, pourraient faire échouer ou au moins affaiblir ce projet. Il est possible qu'un renfort provienne des USA avec une opposition des républicains qui n'ont pas l'intention de faire de cadeau à Obama et la montée de la mobilisation citoyenne autour de la relocalisation et de la contestation du modèle dominant ayant, pour de nombreuses forces, atteint ses limites. En Europe, pour les citoyens, pour une partie des consommateurs et des producteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, les raisons de s'opposer fortement ne manquent pas :

- la première concerne le risque d'arasement total des normes, notamment en matière alimentaire; Avec comme conséquences : arrivée des OGM, du bœuf aux hormones, des viandes traitées, avec dans le même temps, la remise en cause des appellations d'origine comme obstacles à la concurrence ... Cette remise en cause aboutirait progressivement à la disparition de certaines spécificités alimentaires qui ont pu être maintenues jusqu'à présent et plus globalement, la part de l'agriculture et de l'artisanat dans l'alimentation. Sur ce point, l'unité avec les Italiens serait bénéfique. Mais cette question des normes concerne tous les secteurs : santé, écologie, industrie chimique, OGM, fracturation hydraulique ... Cette négociation est cependant très compliquée pour au moins deux raisons : aux USA, un produit est jugé sain tant que sa consommation n'a pas été démontrée nocive ; en Europe, en raison du principe de précaution, c'est l'absence de risque qui est nécessaire et on voit mal l'UE abandonner ce principe; l'autre raison tient à la nature de la négociation qui ne vise pas du donnant-donnant mais la suppression de toutes les normes qui réduisent les échanges, suppression beaucoup plus avancée aux USA qu'en Europe. Un petit appui peut être éventuellement attendu par certaines entreprises de l'agroalimentaire qui espèrent développer la vente aux USA de fromages au lait cru ou autre spécialités à base technologique. Mais cette perspective a peu de poids. - la

deuxième raison concerne le «règlement des différends» (conflits) avec recours à des

procédures arbitrales, hors justice publique (formes privées réunissant des avocats des deux parties et un arbitre, voir l'affaire du Crédit Lyonnais) permettant de faire condamner tout décideur, privé ou public, Etat ou collectivité locale ... dont le choix pénalise une entreprise par non respect du libre commerce ou par imposition de certaines règles, par exemple en cas d'appel d'offres d'une collectivité locale en matière de restauration. Il s'agit d'un point particulièrement dangereux, fondamentalement dérogeant au principe de l'Etat de droit et en raison du montant des pénalités encourues. Un tel choix représenterait une menace permanente risquant de bloquer de nombreuses innovations techniques et sociales. - la troisième raison concerne la protection des données personnelles déjà bien mises à mal - enfin, la question de la suppression des droits de douane, présentée à tort comme mineure compte tenu des abaissements progressifs dans le passé. Cette attitude, largement reprise par la presse, constitue un moyen de protection de la part des négociateurs qui ne souhaitent pas que la question des droits de douane sur les produits agricoles, sujet sensible, soit discuté. En réalité, l'UE dispose encore de droits de douane importants pour les produits agricoles et alimentaires pour : la viande bovine, les produits laitiers, la minoterie, le sucre ... La suppression de ces droits entraînerait notamment la remise en cause des systèmes bovins herbagers (avec un fort usage de l'herbe) donc des types de produits, de nombreux emplois et l'équilibre de nombreux territoires. Cette suppression soumettrait totalement le système agricole et alimentaire européen à la plus forte compétitivité de l'agriculture et de l'agro-industrie des USA. Expliquons et résistons. Si ces négociations débouchaient sur un résultat proche des orientations de départ, ce serait la remise en cause de pans entiers du système européen en matière économique, sociale et écologique, déjà bien mis à mal par les processus précédents de libéralisation. Avec les changements sensibles en matière agricole, alimentaire et technologique, ce serait la perte de ce qui reste de souveraineté alimentaire en Europe. Plus globalement, ce serait le renforcement du pouvoir des STN au détriment de celui des Etats et des peuples, avec moins de place pour les alternatives. Oui, il faut refuser le projet de grand marché et, pour cela, amplifier la mobilisation et en faire un sujet central dans la campagne des européennes et pour une refondation écologique et solidaire. ■

Michel BUISSON

Avec l'appui des contributions de: Aurélie Trouvé, Claude Girod, Gérard Choplin, Jacques Berthelot

COMMUNIQUE D'ENSEMBLE !

Les prochaines élections européennes sont porteuses d'enjeux majeurs, à la fois nationaux et européens.

Il faut que se fasse entendre fortement, à gauche, une voix qui défende la perspective d'une rupture avec l'actuelle Union européenne, anti-sociale et anti-démocratique, et pour une refondation de l'Europe. La voix de la solidarité des peuples contre l'austérité, contre « l'Europe forteresse », et pour une radicale transformation sociale, écologique, féministe et antiraciste.

Cette volonté est celle du Front de gauche. Elle est partagée bien au-delà de lui. Par le NPA, par des militant(e)s et responsables du Parti socialiste, d'Europe Écologie Les Verts, par des militant(e)s du mouvement social, écologiste et féministe...

Si cette réalité peut se concrétiser en une bataille menée en commun, la situation inquiétante qui se dessine (abstention massive, montée du Front national, débat biaisé sur les véritables enjeux européens...) pourrait en être modifiée. Ce serait l'arc de forces qui a mené la campagne contre le TCE qui pourrait retrouver vie. Sur cette voie, la manifestation du 12 avril représente un jalon.

Le NPA a proposé au Front de gauche d'ouvrir une discussion. Ensemble ! propose que celle-ci soit menée avec esprit de sérieux et avec la volonté de la faire aboutir positivement. Avec le NPA, et aussi avec des personnalités socialistes et du mouvement social.

Outre les conséquences que cela devrait impliquer quant à la composition des listes, Ensemble ! soumet la proposition d'envisager la mise sur pied d'un large collectif national, représentatif de toutes les sensibilités et personnalités se reconnaissant dans l'orientation à défendre. Un tel collectif pourrait renforcer et donner visibilité à la campagne qu'il faut mener. ■

M. Guérez

28 et 29 juin 2014
à La Parole errante
www.foire.autogestion.org
9 rue François Debergue
93100 Montreuil
© Croix de Chavaux

3^e
foire à l'autogestion

3^{ème} Foire à l'autogestion

**28 et 29
juin 2014**

à boire et à manger : Des ateliers, des débats, des stands,
des formations, des forums, des infos, de la musique, du cinéma, du théâtre,
des livres et plein d'autres trucs...
avec, en
velette,
pour le
concert
du samedi
soir
moussu Te lei jovents
www.foire-autogestion.org

à la Parole errante, 9 rue François Debergue à Montreuil. M^oCroix de Chavaux (L9)